

MANITOU BF

Société Anonyme
430 rue de l'Aubinière
44150 ANCENIS

RAPPORT

**DES COMMISSAIRES AUX COMPTES
SUR LES COMPTES CONSOLIDÉS**

Exercice clos le 31 décembre 2016

RSM Ouest
213 route de Rennes
BP 60277
44702 ORVAULT Cedex

Deloitte & Associés
1 rue Benjamin Franklin
CS 20039
44801 SAINT HERBLAIN Cedex

RSM Ouest
213 route de Rennes
BP 60277
44702 ORVAULT Cedex

Deloitte & Associés
1 rue Benjamin Franklin
CS 20039
44801 SAINT HERBLAIN Cedex

MANITOU BF

Société Anonyme
430 rue de l'Aubinière
44150 ANCENIS

Rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 décembre 2016

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2016, sur :

- le contrôle des comptes consolidés de la société MANITOU BF, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- la vérification spécifique prévue par la loi.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I. Opinion sur les comptes consolidés

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes consolidés. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes consolidés de l'exercice sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union Européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

II. Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

Estimations comptables :

- ✓ Lors de l'arrêté des comptes, le Groupe MANITOU est amené à effectuer des estimations et à formuler des hypothèses qui concernent notamment la valeur de certains postes d'actif, de passif, de produits et de charges (note 1.3 de l'annexe).
Nous avons vérifié le caractère approprié des informations données dans les notes de l'annexe afférentes à ces postes, et notamment les modalités de valorisation et de dépréciation des actifs immobilisés (notes 1.7, 1.10 et 7 de l'annexe). Nous avons examiné la cohérence des hypothèses retenues par la Direction, la traduction chiffrée de celles-ci ainsi que la documentation disponible.
- ✓ Les notes 1.18 et 16.2 de l'annexe aux comptes consolidés exposent les modalités de constitution des provisions au titre des garanties et campagnes données aux clients. Nos travaux ont notamment consisté à apprécier les données et les hypothèses définies par la Direction sur lesquelles se fondent ces estimations, à revoir sur une base de tests les calculs effectués par le groupe, et à comparer les estimations comptables des périodes précédentes avec les réalisations correspondantes.
- ✓ Les notes 1.20 et 19 de l'annexe aux comptes consolidés exposent les modalités de reconnaissance des impôts différés et de suivi de l'activation des impôts différés relatifs aux pertes reportables. Nos travaux ont notamment consisté à vérifier que les critères de comptabilisation étaient satisfaits et à apprécier les données et les hypothèses relatives aux prévisions de bénéfices imposables et aux consommations de reports déficitaires. Nous avons également vérifié que les notes de l'annexe susvisées donnent une information appropriée.

Nous avons procédé à l'appréciation du caractère raisonnable de ces estimations.

Principes comptables :

- ✓ Dans le cadre de notre appréciation des principes comptables suivis par votre groupe, nous avons examiné les modalités de l'inscription à l'actif des frais de développement ainsi que celles retenues pour leur amortissement et pour la vérification de leur valeur recouvrable et nous nous sommes assurés que la note 1.8 de l'annexe aux comptes consolidés fournit une information appropriée.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III. Vérification spécifique

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, à la vérification spécifique prévue par la loi des informations relatives au groupe données dans le rapport de gestion.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Orvault et Saint-Herblain, le 14 avril 2017

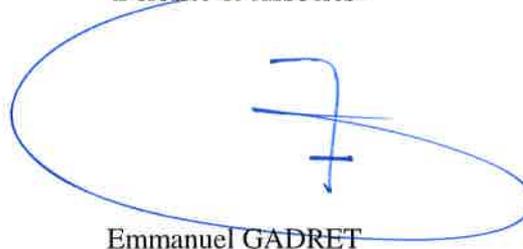
Les Commissaires aux Comptes

RSM Ouest



Jean-Michel PICAUD

Deloitte & Associés



Emmanuel GADRET

8.1 COMPTES CONSOLIDÉS

8.1.1 ÉTATS DU RÉSULTAT GLOBAL

COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ

<i>en milliers d'euros</i>		31.12.2015	31.12.2016
Chiffre d'affaires	Note 20	1 287 157	1 331 533
Coût des biens et services vendus		-1 084 030	-1 114 915
Frais de recherche et développement		-20 595	-18 339
Frais commerciaux, marketing et service		-77 591	-82 980
Frais administratifs		-44 060	-45 412
Autres produits et charges d'exploitation	Note 25	-358	762
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL COURANT		60 523	70 649
Perte de valeur des actifs	Note 21	-257	0
Autres produits et charges opérationnels non courants	Note 21	-3 117	-985
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL		57 149	69 664
Quote-part dans le résultat des entreprises associées	Note 8	2 723	2 482
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL APRÈS QUOTE-PART DE RÉSULTAT NET DES SOCIÉTÉS MEE		59 872	72 146
Produits financiers		11 166	21 878
Charges financières		-21 578	-30 039
Résultat financier	Note 26	-10 412	-8 161
RÉSULTAT AVANT IMPÔTS		49 459	63 985
Impôts	Note 19	-16 919	-20 883
RÉSULTAT NET		32 541	43 102
Part du Groupe		32 298	42 912
Intérêts minoritaires		242	190

RÉSULTAT PAR ACTION (EN EUROS)

		31.12.2015	31.12.2016
Résultat net part du groupe	Note 1,24	0,82	1,11
Résultat dilué par action	Note 1,24	0,82	1,11

AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL ET RÉSULTAT GLOBAL

<i>en milliers d'euros</i>		31.12.2015	31.12.2016
RÉSULTAT DE LA PÉRIODE		32 541	43 102
Ajustements de juste valeur des actifs financiers disponibles à la vente		40	300
<i>Dont variation de juste valeur portée en capitaux propres</i>		40	300
<i>Dont variation de juste valeur transférée en résultat de la période</i>			
Écarts de change résultant des activités à l'étranger		18 312	6 635
<i>Dont part revenant au groupe</i>		18 314	6 624
<i>Dont part revenant aux minoritaires</i>		-2	11
Instruments de couverture de taux d'intérêt		537	-455
<i>Dont part revenant au groupe</i>		537	-455
<i>Dont part revenant aux minoritaires</i>		0	0
Éléments recyclables du résultat global		18 889	6 481
Gains (pertes) actuariels sur engagements de retraite et assimilés		1 086	-3 410
<i>Dont part revenant au groupe</i>		1 089	-3 389
<i>Dont part revenant aux minoritaires</i>		-3	-21
Éléments non recyclables du résultat global		1 086	-3 410
TOTAL DES GAINS ET PERTES COMPTABILISÉS DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES		19 974	3 070
RÉSULTAT GLOBAL DE LA PÉRIODE		52 515	46 172
<i>Dont part revenant au groupe</i>		52 278	45 992
<i>Dont part revenant aux minoritaires</i>		237	180

Les autres éléments du résultat global sont présentés après effet d'impôts liés. Les effets fiscaux se ventilent de la façon suivante :

<i>en milliers d'euros</i>		31.12.2015	31.12.2016
Éléments recyclables du résultat global		-331	129
Éléments non recyclables du résultat global		-729	232
Total effets fiscaux		-1 060	362

8.1.2 SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE

ACTIF

<i>en milliers d'euros</i>		31.12.2015	Montant net 31.12.2016
ACTIF NON COURANT			
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	Note 6	140 432	150 454
GOODWILL	Note 5	288	288
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	Note 5	27 439	34 094
PARTICIPATIONS DANS DES ENTREPRISES ASSOCIÉES	Note 8	25 126	23 893
CRÉANCES DE FINANCEMENT DES VENTES	Note 12	2 446	2 784
IMPÔTS DIFFÉRÉS ACTIF	Note 19	21 938	20 712
ACTIFS FINANCIERS NON COURANTS	Note 9	7 153	7 599
AUTRES ACTIFS NON COURANTS		286	359
		225 109	240 184
ACTIF COURANT			
STOCKS ET EN-COURS	Note 10	377 122	409 413
CLIENTS	Note 11	266 192	279 263
CRÉANCES DE FINANCEMENT DES VENTES	Note 12	1 150	1 332
AUTRES DÉBITEURS			
Impôt courant		12 434	4 260
Autres créances	Note 14	21 365	27 758
ACTIFS FINANCIERS COURANTS	Note 9	1 265	3 888
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE	Note 9	57 299	53 602
		736 827	779 517
TOTAL GÉNÉRAL		961 936	1 019 700

PASSIF

<i>en milliers d'euros</i>		31.12.2015	Montant net 31.12.2016
Capital social	Note 15	39 552	39 557
Primes		44 682	44 749
Actions propres		-9 154	-24 088
Réserves consolidées		370 478	385 058
Écarts de conversion monétaire		17 026	23 698
Résultat (part du groupe)		32 298	42 912
CAPITAUX PROPRES (part du groupe)		494 883	511 886
INTÉRÊTS MINORITAIRES		87	72
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES		494 970	511 958
PASSIF NON COURANT			
PROVISIONS - PART À PLUS D'UN AN	Note 16	50 894	52 772
AUTRES PASSIFS NON COURANTS		1 197	992
IMPÔTS DIFFÉRÉS PASSIF	Note 19	213	447
PASSIFS FINANCIERS NON COURANTS			
Emprunts et dettes	Note 9	105 618	52 948
		157 922	107 160
PASSIF COURANT			
PROVISIONS - PART À MOINS D'UN AN	Note 16	21 770	22 065
DETTES FOURNISSEURS	Note 18	180 054	211 557
AUTRES DETTES COURANTES			
Impôt courant	Note 19	1 154	2 563
Autres dettes		87 018	101 235
PASSIFS FINANCIERS COURANTS	Note 9	19 048	63 162
		309 044	400 582
TOTAL GÉNÉRAL		961 936	1 019 700

8.1.3 CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS AU 31 DÉCEMBRE 2016

VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS

<i>en milliers d'euros</i>	Capital	Primes	Actions propres	Réserves	Résultat de l'exercice	Ecart de conversion	Ecart de réévaluation	TOTAL DES CAPITAUX PROPRES (part du groupe)	Intérêts minoritaires	TOTAL GÉNÉRAL DES CAPITAUX PROPRES
Situation au 31.12.2014	39 549	44 645	-8 989	351 156	30 397	-1 302	908	456 365	-15	456 349
Résultats 2014				30 397	-30 397					
Résultats au 31.12.2015					32 298			32 298	242	32 541
Dividendes hors groupe				-13 734				-13 734		-13 734
Variation écarts de conversion						18 314		18 314	-2	18 312
Écarts d'évaluation IFRS				675				675		675
Mouvements sur titres d'autocontrôle			-165					-165		-165
Écarts actuariels sur avantages au personnel				1 089				1 089	-3	1 086
Variation de périmètre et divers	3	37		-12		14		42		42
Variation des pactes d'actionnaires									-135	-135
Situation au 31.12.2015	39 552	44 682	-9 154	369 571	32 298	17 026	908	494 883	87	494 970
Résultats 2015				32 298	-32 298					
Résultats au 31.12.2016					42 912			42 912	190	43 102
Dividendes hors groupe				-14 136				-14 136		-14 136
Variation écarts de conversion						6 624		6 624	11	6 635
Écarts d'évaluation IFRS				-264				-264		-264
Mouvements sur titres d'auto-contrôle			-14 934					-14 934		-14 934
Écarts actuariels sur avantages au personnel				-3 389				-3 389	-21	-3 410
Variation de périmètre et divers	5	67		69		48		189		189
Variation des pactes d'actionnaires									-195	-195
Situation au 31.12.2016	39 557	44 749	-24 088	384 150	42 912	23 698	908	511 886	72	511 958

8.1.4 TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE AU 31 DÉCEMBRE 2016

<i>en milliers d'euros</i>	31.12.2015	31.12.2016
RÉSULTAT NET	32 541	43 102
Annulation de la quote-part des résultats des entreprises associées	-2 723	-2 482
Élimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie et non liés à l'activité		
+ Amortissements	33 278	29 490
- Variation de provisions et pertes de valeur	-1 671	-2 753
- Variation des impôts différés	4 679	2 099
+/- Gain (perte) sur cession d'actif non courant	19	-104
- Variation des machines données en location immobilisées	-9 549	-6 780
+/- Autres produits et charges sans incidence sur la trésorerie	-135	-142
MARGE BRUTE D'AUTOFINANCEMENT	56 439	62 430
Incidence des décalages de trésorerie sur les créances d'exploitation		
+/- Variation des stocks	45 159	-26 384
+/- Variation des créances clients	-15 878	-9 496
+/- Variation des créances de financement des ventes	341	1 168
+/- Variation des autres créances d'exploitation	-121	-6 561
+/- Variation des dettes fournisseurs	3 723	29 195
+/- Variation des autres dettes d'exploitation	-7 819	11 346
+/- Variation des créances et dettes d'impôt	-5 601	9 745
+/- Variation des dettes liées aux activités de financement des ventes	-467	-14
FLUX DE TRÉSORERIE D'EXPLOITATION	75 777	71 429
Incidence des décalages de trésorerie sur les opérations d'investissement		
+ Cession d'immobilisations incorporelles et corporelles	373	206
+ Cessions d'actifs financiers non courants		829
- Acquisition d'immobilisations incorporelles et corporelles (hors flotte)	-32 970	-36 424
- Diminution (augmentation) des autres actifs financiers	-989	-324
- Acquisition de filiales net de la trésorerie acquise		0
- Augmentation de capital des entreprises associées	-2 887	0
+ Dividendes reçus d'entreprises associées	4 410	1 983
FLUX DE TRÉSORERIE D'INVESTISSEMENT	-32 063	-33 731
Incidence des décalages de trésorerie sur les opérations de financement		
+ Augmentation de capital	40	72
- Réduction de capital		
- Opération de fusion		
- Distributions mises en paiement	-13 734	-14 136
+/- Vente/rachat d'actions propres		-14 987
+/- Variation des dettes financières	9 985	-14 906
<i>dont nouveaux tirages</i>	48 985	44 109
<i>dont remboursements</i>	-39 000	-59 015
+/- Autres	832	1 102
FLUX DE TRÉSORERIE DE FINANCEMENT	-2 876	-42 854
AUGMENTATION (DIMINUTION) DE LA TRÉSORERIE, DES ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE ET DES DÉCOUVERTS BANCAIRES	40 838	-5 156
Trésorerie, équivalents de trésorerie et découverts bancaires à l'ouverture	11 880	53 800
Effet de la variation des cours de change sur la trésorerie	1 081	525
TRÉSORERIE, ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE ET DÉCOUVERTS BANCAIRES À LA CLÔTURE	53 800	49 169
ACTIFS FINANCIERS COURANTS (POUR MÉMOIRE)	1 265	3 888

8.1.5 ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDÉS AU 31 DÉCEMBRE 2016

■ INFORMATION GÉNÉRALE

IDENTITÉ DE LA SOCIÉTÉ

Manitou BF SA est une société Anonyme à Conseil d'administration de droit français au capital de 39 557 449 euros composé de 39 557 449 actions de 1 euro nominal, entièrement libérées. Les actions sont cotées au compartiment «B» de NYSE Euronext Paris.

Le siège social de la société mère, correspondant également au principal site de production du groupe est : 430 rue de l'Aubinière - BP 10249 - 44158 - Ancenis Cedex France.

La société est inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés de Nantes sous le numéro : 857 802 508 RCS Nantes - SIRET : 857 802 508 00047 - Code APE : 292 D - Code NAF : 2822Z.

INFORMATION FINANCIÈRE RELATIVE À L'ARRÊTÉ DES COMPTES

Les comptes consolidés du groupe Manitou ont été arrêtés par le Conseil d'administration le 1^{er} mars 2017.

1 – PRINCIPES COMPTABLES

1.1 - RÉFÉRENTIEL COMPTABLE DU GROUPE

Les états financiers du groupe Manitou au 31 décembre 2016 ont été préparés conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union Européenne à la date de clôture des comptes. Ces normes internationales comprennent les normes IAS (International Accounting Standards), IFRS (International Financial Reporting Standards) et les interprétations (SIC et IFRIC).

1.2 - ÉVOLUTIONS COMPTABLES MISES EN ŒUVRE DANS LES ÉTATS FINANCIERS DU GROUPE AU 31 DÉCEMBRE 2016

Les méthodes comptables et les règles d'évaluation appliquées par le groupe dans les états financiers consolidés au 31 décembre 2016 sont identiques à celles utilisées dans les états financiers au 31 décembre 2015.

1.2.1 NOUVEAUX TEXTES APPLICABLES OBLIGATOIREMENT AUX COMPTES 2016

Les textes d'application obligatoire au 1^{er} janvier 2016 sont sans impact sur les états financiers du groupe.

1.2.2 NOUVEAUX TEXTES ADOPTÉS PAR L'UNION EUROPÉENNE APPLICABLES PAR ANTICIPATION

Le groupe Manitou n'a appliqué aucune norme, amendement ou interprétation paru au Journal officiel de l'Union Européenne au 31 décembre 2016 et dont l'application n'est pas obligatoire en 2016, notamment la norme IFRS 15 "Produits des activités ordinaires issus des contrats conclus avec des clients".

Au cours de l'exercice 2016, le groupe Manitou a débuté la formation de ses équipes et a poursuivi son analyse afin d'être en mesure de déterminer l'impact potentiel de cette nouvelle norme sur la reconnaissance de son chiffre d'affaires (en termes d'évaluation et de rythme de comptabilisation).

1.3 - PRINCIPALES BASES D'ÉVALUATION RETENUES POUR L'ÉTABLISSEMENT DES COMPTES CONSOLIDÉS

Les états financiers consolidés ont été établis selon la convention du coût historique, à l'exception de certaines catégories d'actifs et de passifs évaluées à la juste valeur conformément aux règles édictées par les IFRS. Les catégories d'actifs et de passifs concernées sont précisées dans les notes ci-dessous.

La préparation des états financiers conformément aux IFRS nécessite de procéder à des estimations et de faire des hypothèses qui affectent la valeur comptable de certains éléments d'actif et de passif, de produits et de charges, ainsi que certaines informations données dans les notes annexes. Manitou revoit régulièrement les estimations et les hypothèses retenues afin de prendre en compte l'expérience passée et les autres facteurs pouvant influencer sur les montants retenus dans les états financiers. Le Comité d'audit a été également amené à exercer son jugement lors de l'application des méthodes comptables du groupe.

Les principaux postes des états financiers dépendant d'estimations et de jugements sont les suivants :

- valeur recouvrable des actifs incorporels et corporels ainsi que leur durée d'utilité (cf. notes 1.8 à 1.10),
- provisions, notamment provisions pour garantie et provisions pour litiges (cf. note 1.18),
- avantages du personnel (cf. note 1.19),
- valorisation des options d'achat d'actions (cf. note 1.17),
- juste valeur des créances de financement des ventes (cf. note 1.12),
- actifs d'impôts différés (cf. note 1.20).

1.4 - MÉTHODES DE CONSOLIDATION

Manitou BF et les sociétés dans lesquelles elle exerce directement ou indirectement un contrôle exclusif (les filiales) sont intégrées globalement.

Les sociétés dans lesquelles Manitou BF exerce directement ou indirectement une influence notable (sociétés associées) sont mises en équivalence. Le groupe Manitou a aussi opté pour la mise en équivalence des sociétés sous contrôle conjoint (co-entreprises).

A l'exception de Manitou Finance France SAS, de Manitou Finance Ltd. et de Hangzhou Manitou Machinery Equipment Co Ltd mises en équivalence, l'ensemble des sociétés a été consolidé selon la méthode de l'intégration globale.

Les comptes de toutes les sociétés ont été intégrés sur la base de comptes arrêtés au 31 décembre 2016.

Le groupe Manitou ne dispose d'aucune entité ad hoc. Par ailleurs, aucun montage déconsolidant n'a été mis en place sur l'exercice 2016 ni sur les exercices antérieurs.

1.5 - PRÉSENTATION DES ÉTATS FINANCIERS : COMPTE DE RÉSULTAT PAR DESTINATION

La présentation du compte de résultat par destination a pour objectif de :

- rendre la lecture des comptes plus économique et plus proche des opérationnels,
- gérer un référentiel unique de mesure de la performance,
- rendre l'information financière plus accessible aux managers et investisseurs étrangers.

DÉFINITION DES PRINCIPALES LIGNES DU COMPTE DE RÉSULTAT PAR DESTINATION

CHIFFRE D'AFFAIRES

Le chiffre d'affaires est principalement constitué de ventes de matériels neufs de manutention assemblés au sein du groupe ou acquis auprès de tiers, de pièces de rechange et d'accessoires, de location de matériels, de prestations de gestion de parc de matériels et de prestations diverses.

COÛT DES BIENS ET SERVICES VENDUS

Le coût des ventes est constitué du coût des biens et des services vendus qui comprennent le coût des matières et des composants, de la main d'œuvre directement affectable au bien ou au service, de l'ensemble des frais de fonctionnements des activités de production et de logistique. Sont également inclus dans le coût des ventes les amortissements des incorporels, les équipements et les matériels affectés aux activités de production, les coûts de garantie contractuelle, les provisions de dépréciation des stocks et les gains et pertes de change constatés sur les produits d'exploitation en devises résultant de l'écart entre la valorisation au cours du jour de la transaction et le cours du jour du règlement.

MARGE SUR COÛT DES VENTES

La marge sur coût des ventes résulte de la différence entre le chiffre d'affaires et le coût des ventes.

FRAIS DE RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT

Les frais de recherche et développement sont constitués des frais des personnels affectés à l'innovation, au développement, au design, à la réalisation de prototypes et à l'amélioration des produits. Les activités ont fréquemment recours à des services et à des prestations extérieures et à l'utilisation d'équipements et de matériels dédiés dont les amortissements affecteront la fonction.

Les activités de recherche et développement qui respectent des critères de faisabilité et d'innovation peuvent être activées en immobilisations incorporelles et ultérieurement amorties en coût des ventes. Les dépenses ne respectant pas les critères d'activation sont comptabilisées directement en charges.

FRAIS COMMERCIAUX ET MARKETING

Les frais commerciaux sont principalement constitués de frais de personnels et de coûts associés affectés aux missions de développement des ventes, d'animation des réseaux de concessionnaires, de marketing et de service technique. Sont également intégrés sur cette ligne dans cette destination de coûts les commissions sur ventes, frais de promotion, de salon, charges d'assurance crédit, coût des garanties commerciales, frais de déplacement et amortissement des infrastructures associées.

FRAIS ADMINISTRATIFS

Les frais administratifs sont principalement constitués des frais de personnel et coûts associés des fonctions support (ressources humaines, finance, secrétariat général, etc.). Sont également intégrés les amortissements des infrastructures associées à ces fonctions.

CHARGES & PRODUITS NON COURANTS

Cette rubrique inclut les éléments suivants :

- constatation des pertes de valeur (impairment),
- coûts de restructuration,
- autres opérations sur titres consolidés,
- les éléments inhabituels correspondant à des produits et des charges non usuels par leur fréquence, leur nature et leur montant.

RÉSULTAT OPÉRATIONNEL

Le résultat opérationnel intègre l'ensemble des éléments récurrents et non récurrents décrits ci-avant.

RÉSULTAT OPÉRATIONNEL APRÈS QUOTE-PART DE RÉSULTAT NET DES SOCIÉTÉS MISES EN ÉQUIVALENCE

L'agrégat « Résultat opérationnel après quote-part de résultat net des sociétés mises en équivalence » intègre le résultat opérationnel et la quote-part de résultat des sociétés associées.

1.6 - MÉTHODE DE CONVERSION DES OPÉRATIONS ET TRANSACTIONS EN MONNAIE ÉTRANGÈRE

CONVERSION DES ÉTATS FINANCIERS LIBELLÉS EN DEVISES

Les états financiers des sociétés du groupe dont la monnaie fonctionnelle est différente de la monnaie de présentation sont convertis selon les modalités suivantes :

- actifs et passifs : au cours de clôture à la date de chaque bilan,
- produits et charges du compte de résultat : au cours moyen de l'exercice.

Toutes les différences de conversion en résultant sont comptabilisées en tant que composante distincte des capitaux propres.

Lors de la consolidation, les écarts de change découlant d'investissements nets dans des activités à l'étranger sont imputés aux capitaux propres. Lorsqu'une entité étrangère est cédée, ces différences de conversion sont comptabilisées au compte de résultat dans les pertes et profits de cession.

Le goodwill et les ajustements de juste valeur découlant de l'acquisition d'une activité à l'étranger sont traités comme des actifs et passifs de l'activité à l'étranger et convertis au cours de clôture.

Aucune société du groupe Manitou n'exerce ses activités dans une économie hyperinflationniste.

CONVERSION DES TRANSACTIONS EN MONNAIE ÉTRANGÈRE

Les transactions libellées dans une monnaie différente de la monnaie fonctionnelle sont initialement converties en utilisant le cours en vigueur à la date de l'opération.

Les montants constatés en compte de résultat sont enregistrés :

- en résultat financier pour les différences de conversion relatives aux opérations financières,
- en coûts des biens et des services vendus dans le résultat opérationnel pour les autres différences de conversion.

GAINS ET PERTES DE CHANGE

Les gains et les pertes de change constatés sur les produits d'exploitation en devises résultant de l'écart entre la valorisation au cours du jour de la transaction et le cours du jour du règlement, après prise en compte des dérivés de couverture sont affectés en « Coût des biens et services vendus ».

1.7 - REGROUPEMENTS D'ENTREPRISES ET GOODWILLS

Les actifs identifiables acquis, les passifs identifiables et les passifs éventuels assumés lors d'un regroupement d'entreprises sont initialement évalués à leur juste valeur à la date d'acquisition conformément aux préconisations de la norme IFRS 3 Révisée.

L'excédent du coût d'acquisition sur la juste valeur de la quote-part des actifs acquis et passifs assumés est comptabilisé en tant que goodwill.

Les goodwills ne sont pas amortis, mais font l'objet d'un test de dépréciation au minimum une fois par an et dès qu'un indice de perte de valeur existe (cf. note 1.10).

Les goodwills se rapportant à l'acquisition d'entreprises associées sont inclus dans la valeur de ces participations au bilan.

1.8 - IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

LES FRAIS DE DÉVELOPPEMENT sont comptabilisés en tant qu'actif lorsqu'ils satisfont à l'ensemble des critères suivants :

- le produit ou procédé est clairement identifié et les coûts attribuables à ce produit ou à ce procédé peuvent être identifiés séparément et évalués de façon fiable ;
- le produit ou le procédé constitue une nouveauté ou une amélioration substantielle d'un produit ou d'un procédé existant ;
- la faisabilité technique de fabrication du produit ou du procédé peut être démontrée ;
- l'entreprise a l'intention de produire et de commercialiser ou d'utiliser le produit ou le procédé ;
- il existe un marché pour ce produit ou ce procédé ou, en cas d'utilisation interne, son utilité pour l'entreprise peut être démontrée ;
- des ressources suffisantes existent et sont disponibles.

Ces frais comprennent principalement les coûts des personnels affectés aux projets, la part des coûts de structure dédiée à l'activité de développement, les coûts d'études externes et les coûts de réalisation des prototypes.

Les frais de développement engagés entre la décision d'entrer dans le développement, l'industrialisation d'un matériel nouveau et la phase de tests et de fabrication en présérie de ce même matériel sont comptabilisés en immobilisations incorporelles. L'amortissement de l'actif commence lorsque le développement est achevé et que l'actif est prêt à être mis en service.

Les coûts encourus dans le cadre de la mise en place d'un système d'information intégré (ERP) sont comptabilisés en tant qu'actif pour la part relative à la conception détaillée du projet, à la programmation, aux tests et à la documentation, s'il est probable que les avantages économiques futurs attribuables à l'actif iront à l'entité et si le coût de cet actif peut être évalué et suivi de façon fiable.

Les frais relatifs à l'étude préalable, à la phase d'analyse fonctionnelle et à la formation des utilisateurs sont enregistrés dans les charges de la période.

ÉVALUATION POSTÉRIEURE : la norme IAS 38 donne la possibilité de réévaluer tout ou partie des immobilisations après la date de transition. Le groupe a décidé de ne pas retenir cette option.

LES AMORTISSEMENTS sont calculés selon la durée probable d'utilisation des différentes catégories de biens et sur le mode linéaire. La base amortissable représente la différence entre le coût de l'actif et la valeur résiduelle, considérée comme nulle pour l'ensemble des biens amortissables.

Les principales durées d'amortissement sont les suivantes :

- brevets : 5 ans,
- logiciels informatiques : 3 ans,
- systèmes d'information complexes - ERP : 7 ans,
- frais de développement : 5 ans.

1.9 - IMMOBILISATIONS CORPORELLES

COMPTABILISATION INITIALE

La valeur brute des immobilisations corporelles correspond au coût historique d'acquisition ou de production.

Concernant l'approche par composants, les principes actuellement appliqués sont les suivants :

- en ce qui concerne les bâtiments, la partie « construction » proprement dite (gros œuvre) et la partie « aménagements » (cloisons, électricité, installations air comprimé, etc.) font l'objet de durées d'amortissements différentes (20 à 30 ans pour les constructions et 10 ans pour les aménagements),
- en ce qui concerne le matériel industriel et les autres immobilisations corporelles d'une valeur unitaire significative (supérieure à 50 K€), en fonction de la nature des éléments constitutifs et du rythme d'usure de chacun de ces éléments, les composants dont la valeur unitaire est supérieure à 15% de la valeur globale de l'immobilisation sont également séparés, de manière à appliquer des durées d'amortissement différentes.

LES AMORTISSEMENTS sont calculés sur la base de la durée probable d'utilisation des différentes catégories de biens et sur le mode linéaire. La base amortissable représente la différence entre le coût de l'actif et la valeur résiduelle, considérée comme nulle pour l'ensemble des biens amortissables.

Les principales durées d'utilisation estimées sont les suivantes :

- constructions : entre 20 et 30 ans selon la qualité des bâtiments construits,
- aménagements des terrains et des constructions : 10 ans,
- matériel industriel : entre 3 et 7 ans selon le type de matériel,
- outillage industriel et moules : 3 ans,
- matériel de transport : 4 ans pour les voitures de tourisme, 5 ans pour les gros véhicules utilitaires,
- matériel de bureau et informatique : entre 3 et 5 ans selon le type d'équipement,
- mobilier de bureau : 10 ans.

MATÉRIELS PRIS OU DONNÉS EN LOCATION

Les matériels faisant l'objet de contrats de location-financement au bénéfice des sociétés du groupe ont été immobilisés, lorsque leur valeur unitaire est supérieure à 15 K€.

Les matériels faisant l'objet de contrats de location-financement au bénéfice des clients ne sont pas immobilisés, qu'il s'agisse de matériels préalablement immobilisés, pris en crédit-bail (leasing adossé) ou pris en location (location adossée). Ces actifs sont présentés en créances pour un montant égal à l'investissement net du contrat de location.

Les matériels faisant l'objet de contrats de location simple au bénéfice des clients sont immobilisés dans les catégories d'actifs appropriées. Ils sont amortis sur une durée de 8 ans.

1.10 - PERTE DE VALEUR D'UN ACTIF IMMOBILISÉ

Les actifs à durée d'utilité indéterminée, par exemple les goodwill, ne sont pas amortis et sont soumis à un test annuel de dépréciation. Les actifs amortis sont revus à chaque clôture, afin d'identifier d'éventuels indices de perte de valeur.

Lorsqu'un indice de perte de valeur interne ou externe existe, la valeur recouvrable de l'actif concerné est appréciée au niveau du groupe d'actifs auquel il appartient (Unité Génératrice de Trésorerie). Les Unités Génératrices de Trésorerie correspondent à des sous-ensembles cohérents produisant des flux de trésorerie indépendants.

Au niveau du groupe Manitou, les principales Unités Génératrices de Trésorerie identifiées correspondent à la fabrication et à la commercialisation de matériel de manutention, à la fabrication de mâts, à la commercialisation de pièces de rechange et accessoires, ainsi qu'au financement des ventes de matériel de manutention auprès d'utilisateurs finaux. Les UGT s'intègrent dans les secteurs opérationnels définis par le groupe.

La valeur recouvrable d'un actif ou d'un groupe d'actifs correspond à sa juste valeur diminuée des coûts de cession ou à sa valeur d'utilité, si celle-ci est supérieure. La valeur d'utilité correspond aux flux de trésorerie actualisés attendus provenant de l'utilisation de l'Unité Génératrice de Trésorerie considérée.

Les flux de trésorerie estimés proviennent de plans sur 5 ans validés par la direction du groupe. Les hypothèses sous-jacentes à l'établissement de ces plans comprennent notamment l'évolution des marchés dans lesquels les Unités Génératrices de Trésorerie opèrent, les évolutions des prix de vente des produits et des prix d'achat des matières et des composants. Le taux d'actualisation correspond au coût moyen pondéré du capital établi par le groupe.

Lorsque la valeur recouvrable est inférieure à la valeur nette comptable de l'UGT considérée, une dépréciation est enregistrée en résultat opérationnel non courant en diminution de l'actif ou du groupe d'actifs concerné.

1.11 - VALORISATION ET DÉPRÉCIATION DES STOCKS

Les méthodes adoptées pour la valorisation des stocks et le calcul des dépréciations de stocks sont conformes à la norme IAS 2. Les stocks ont été valorisés sur les bases suivantes :

- marchandises : valorisées au prix d'achat moyen pondéré,
- matières premières : valorisées au prix d'achat moyen pondéré,
- produits semi-ouvrés, en cours de fabrication et produits finis : valorisés au prix de revient de fabrication (matières premières au coût réel, machines et main-d'œuvre au coût réel).

Les produits semi-ouvrés et finis sont valorisés sur la base d'un niveau d'activité normal.

Par ailleurs, des provisions pour dépréciation des stocks ont été comptabilisées lorsque la valeur nette de réalisation des biens et marchandises est inférieure à leur prix de revient.

1.12 - ÉVALUATION ET COMPTABILISATION DES ACTIFS FINANCIERS

1.12.1 - CRÉANCES DE FINANCEMENT DES VENTES

Les créances de financement des ventes sont évaluées au coût amorti en appliquant la méthode du taux d'intérêt effectif. S'il existe des indications objectives d'une perte de valeur, une dépréciation est enregistrée. Le montant de la perte constatée est enregistré en compte de résultat.

1.12.2 - TITRES DISPONIBLES À LA VENTE

Les titres de participation dans des sociétés qui ne sont ni contrôlées, ni sous influence notable, sont classifiés comme « titres disponibles à la vente ». Ces titres sont évalués à leur juste valeur à la date de clôture et les variations de juste valeur sont comptabilisées dans les réserves consolidées.

Une dépréciation est enregistrée en compte de résultat lorsqu'il existe une indication objective de perte de valeur. Une baisse importante ou prolongée de la juste valeur des titres détenus en deçà de leur coût constitue une indication objective de dépréciation.

1.12.3 - TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE

Le poste « Trésorerie et équivalents de trésorerie » comprend les liquidités, les dépôts bancaires ainsi que des placements à capital garanti mobilisables ou cessibles à très court terme. Tous les éléments sont évalués à leur juste valeur par résultat.

1.12.4 - ACTIFS FINANCIERS À COURT TERME

Les actifs financiers à court terme sont évalués à leur juste valeur en contrepartie du résultat.

1.13 - ÉVALUATION ET COMPTABILISATION DES PASSIFS FINANCIERS

1.13.1 - EMPRUNTS ET AUTRES PASSIFS FINANCIERS

Les emprunts sont initialement enregistrés à leur juste valeur, nette des coûts de transaction directement attribuables. A chaque clôture, ces emprunts sont évalués à leur coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les charges financières comprennent donc les intérêts ainsi qu'un étalement des coûts encourus sur la durée de l'emprunt.

1.13.2 - VALORISATION DES PACTES D'ACTIONNAIRES (PUTS DE MINORITAIRES)

La société Manitou BF SA a conclu des pactes définissant les modalités de rachat de parts détenues par des actionnaires minoritaires dans des filiales consolidées en intégration globale. En l'absence de norme ou d'interprétation spécifique, la juste valeur de l'engagement envers les actionnaires minoritaires est comptabilisée en passif financier par prélèvement sur les intérêts minoritaires et, pour la part excédant la valeur des intérêts minoritaires, sur les capitaux propres part du groupe.

La variation du passif financier relative à l'évolution d'un exercice à l'autre de la juste valeur de l'engagement envers les actionnaires minoritaires est également comptabilisée en passif financier par prélèvement sur les intérêts minoritaires et, pour la part excédant la valeur des intérêts minoritaires, sur les capitaux propres part du groupe.

1.14 - PRINCIPES D'ÉVALUATION À LA JUSTE VALEUR

La juste valeur de tous les actifs et passifs financiers est déterminée à la clôture soit à des fins de comptabilisation soit à des fins d'informations données en annexes (voir note 9).

La juste valeur est déterminée :

- soit en fonction de prix cotés sur un marché actif (niveau 1),
- soit à partir de techniques de valorisation interne faisant appel à des méthodes de calcul mathématiques usuelles intégrant des données observables sur les marchés (cours à terme, courbes de taux...), les valorisations issues de ces modèles sont ajustées afin de tenir compte d'une évolution raisonnable du risque du groupe ou de la contrepartie (niveau 2),
- soit à partir de techniques de valorisation interne intégrant des paramètres estimés par le groupe en l'absence de données observables (niveau 3).

1.15 - INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS ET OPÉRATIONS DE COUVERTURE

1.15.1 - ÉVALUATION

Les instruments dérivés sont initialement comptabilisés à leur juste valeur à la date de conclusion du contrat de dérivé. Ils sont ensuite réévalués à leur juste valeur à chaque date d'arrêté.

La juste valeur des contrats et options de change à terme est estimée à partir des conditions de marché. Celle des dérivés de taux représente ce que le groupe recevrait ou paierait pour dénouer à la date de clôture les contrats en cours.

1.15.2 - DOCUMENTATION

Dès le début de la transaction, le groupe documente la relation entre l'instrument de couverture et l'élément couvert, ainsi que sa politique de couverture. Le groupe documente également l'évaluation du caractère hautement efficace de la relation de couverture au commencement de chaque opération et à chaque arrêté comptable, de manière prospective et rétrospective.

1.15.3 - COMPTABILISATION

La méthode de comptabilisation du gain ou de la perte afférents à la réévaluation à la juste valeur dépend de la désignation du dérivé en tant qu'instrument de couverture et, le cas échéant, de la nature de l'élément couvert.

Tous les instruments dérivés utilisés par le groupe sont désignés comme instruments de couverture de flux de trésorerie futurs. En conséquence :

COMPTABILISATION DES OPÉRATIONS DE COUVERTURE

- La partie efficace des variations de juste valeur des instruments dérivés satisfaisant aux critères de couverture de flux de trésorerie est enregistrée dans les capitaux propres. Les montants accumulés en capitaux propres sont recyclés en compte de résultat lorsque l'élément couvert affecte ce dernier.
- La partie inefficace des variations de juste valeur est enregistrée directement en compte de résultat.

CLASSIFICATION AU COMPTE DE RÉSULTAT

- Le gain ou la perte se rapportant à la partie inefficace ou à la partie efficace recyclée en résultat des opérations de change à terme est enregistré en exploitation (couverture de flux opérationnels).
- Le gain ou la perte se rapportant à la partie inefficace ou à la partie efficace recyclée en résultat des swaps ou des caps de taux d'intérêt est enregistré en produits ou charges financières.

1.16 - TITRES D'AUTO-CONTRÔLE

Les titres d'auto-contrôle détenus par le groupe sont enregistrés à leur coût d'acquisition en diminution des capitaux propres, quelle que soit leur affectation future (IAS 32).

Lors de la cession des titres, le prix de cession est comptabilisé directement en augmentation des capitaux propres du groupe et, dès qu'il est encaissé, en trésorerie. Aucun profit ou perte n'est donc comptabilisé dans le résultat de l'exercice.

1.17 - OPTIONS D'ACHAT D'ACTIONS

OPTIONS D'ACHAT D'ACTIONS MANITOU BF

Conformément à IFRS 2, les options d'achat d'actions attribuées à des salariés et aux mandataires sociaux du groupe après le 7.11.2002 ont été évaluées à leur juste valeur à leur date d'attribution définie comme étant la date à laquelle le Conseil d'administration (ou le Directoire pour les exercices antérieurs à 2009) consent à attribuer les options au profit des salariés ou des mandataires sociaux concernés. Les options d'achat d'actions ont été valorisées sur la base d'un modèle binomial en se basant sur les hypothèses suivantes mesurées à la date d'attribution de chacun des plans :

- prix d'exercice,
- cours de l'action à la date d'attribution,
- durée de vie estimée,
- taux sans risque correspondant à la durée de vie estimée des options (obligation d'état long terme à zéro coupon),
- volatilité estimée,
- taux de dividende par action.

Ces hypothèses sont décrites dans la Note 15.4 des états financiers consolidés.

La juste valeur ainsi déterminée est prise en compte de manière linéaire sur toute la période d'acquisition des droits (4 ans).

Aucune nouvelle attribution n'a été réalisée sur l'exercice.

1.18 - PROVISIONS

Conformément à la norme IAS 37 « Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels », une provision est comptabilisée lorsque le groupe a une obligation actuelle à l'égard d'un tiers et qu'il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci.

GARANTIE

Une provision est constituée pour couvrir le coût estimé de la garantie des machines et des pièces détachées au moment de leur vente aux réseaux ou à la clientèle finale. Elle couvre la garantie contractuelle, ainsi que son éventuelle extension après étude au cas par cas. La provision est établie sur la base de projections de données statistiques historiques.

Une provision peut aussi être comptabilisée dans le cadre d'une campagne de rappel d'un matériel spécifique pour résoudre un dysfonctionnement significatif ou dangereux. Dans ce cas, la provision est évaluée en appliquant le coût unitaire de remise à niveau au parc de machines concerné.

MESURES DE RESTRUCTURATION / INDEMNITÉS DE FIN DE CONTRAT DE TRAVAIL

Le coût estimé des mesures de restructuration et des indemnités de fin de contrat de travail est pris en charge et comptabilisé en provision lorsqu'elles ont fait l'objet d'un plan détaillé et d'une annonce ou d'un début d'exécution.

1.19 - AVANTAGES AU PERSONNEL

Le groupe met en œuvre un certain nombre de régimes d'avantages au personnel, régimes à cotisations définies ou régimes à prestations définies :

- les régimes à cotisations définies désignent des régimes d'avantages postérieurs à l'emploi en vertu desquels le groupe Manitou verse des cotisations à une entité indépendante. Dans ce cas, le groupe n'est tenu par aucune obligation légale ou implicite le contraignant à verser des cotisations supplémentaires dans l'hypothèse où les actifs ne suffiraient pas à payer les prestations dues au titre des services rendus. Les cotisations sont comptabilisées en charges de personnel lorsqu'elles sont exigibles.
- les engagements résultant de régimes à prestations définies, ainsi que leurs coûts, sont évalués selon la norme IAS 19 révisée en utilisant la méthode des unités de crédit projetées. Les engagements correspondant aux avantages accordés sont évalués en prenant en compte des hypothèses démographiques et économiques propres à chaque entité concernée. Ils sont ramenés à leur valeur actuelle en utilisant un taux d'actualisation basé sur les taux d'intérêt des obligations de première catégorie. Les catégories de plans à prestations définies existant au sein du groupe Manitou ainsi que les principales hypothèses utilisées sont détaillées dans la Note 17 aux états financiers consolidés.

Les écarts actuariels générés par la révision des hypothèses sont enregistrés en réserves au 31 décembre 2016.

La charge nette de l'exercice correspond à la somme du coût des services rendus, du coût lié à la désactualisation, du rendement attendu des actifs du régime et si applicable des coûts de gestion des actifs.

1.20 - IMPÔTS

Conformément à la norme IAS 12 « Impôt sur le résultat », des impôts différés sont constatés sur toutes les différences temporelles entre les valeurs comptables des actifs et des passifs et leurs valeurs fiscales, selon la méthode du report variable. Les actifs et les passifs d'impôts différés sont systématiquement comptabilisés. Les actifs d'impôts différés sont dépréciés en fonction de leur probabilité de réalisation future.

Au sein d'une même entité fiscale, les impôts différés actifs et passifs sont présentés de manière compensée, dès lors que celle-ci a le droit de compenser ses actifs et ses passifs d'impôts exigibles.

Le groupe a par ailleurs considéré que la CVAE française avait des caractéristiques proches de certains autres impôts et taxes à l'étranger, par exemple l'IRAP italien, déjà analysé par les émetteurs concernés comme relevant du champ d'application de la norme IAS 12. Conformément aux dispositions d'IAS 12, le montant total de la charge courante et différée relative à la CVAE est présenté sur la ligne « impôts » du compte de résultat.

1.21 - TRAITEMENT DES SUBVENTIONS

Les subventions publiques sont comptabilisées dès lors qu'il existe une assurance raisonnable que ces dernières seront reçues et que le groupe sera à même de se conformer aux conditions d'attribution.

Les subventions relatives à des actifs amortissables sont comptabilisées initialement au passif du bilan et rapportées au compte de résultat au rythme de l'amortissement des actifs considérés.

Le crédit d'impôt recherche est comptabilisé comme une subvention en résultat de la période.

1.22 - INFORMATION SECTORIELLE

Le groupe est organisé en trois divisions, deux divisions produits et une division services :

La division produits MHA (Material Handling and Access – matériel de manutention et nacelles) regroupe les sites de production français et italien dédiés en particulier aux chariots télescopiques, aux chariots à mât industriels et tout-terrain, aux chariots embarqués et aux nacelles élévatrices. Elle a pour mission d'optimiser le développement et la production de ces matériels de marque Manitou.

La division produits CEP (Compact Equipment Products – matériel compact) a pour mission d'optimiser le développement et la production des chargeuses compactes sur roues, sur chenilles et articulées et des télescopiques de marques Gehl & Mustang.

La division S&S (Services & Solutions) regroupe l'ensemble des activités de services à la vente (approches financement, contrats de garantie, contrats de maintenance, full service, gestion de flotte, etc.), de services après-vente (pièces de rechange, formation technique, gestion des garanties, gestion de l'occasion, etc.) et de service aux utilisateurs finaux (géo-localisation, formation utilisateurs, conseils, etc.). Cette division a pour objectif de bâtir les offres de services permettant de répondre aux attentes de chacun de nos clients dans notre chaîne de valeur et d'accroître le chiffre d'affaires résilient du groupe.

Ces trois divisions conçoivent et assemblent les produits et les services qui sont distribués par l'organisation commerciale et marketing aux concessionnaires et grands comptes du groupe répartis dans 140 pays.

Conformément à la norme IFRS 8, les informations par secteurs opérationnels sont établies sur la base des reportings opérationnels transmis au management du groupe. Ces informations sont établies selon le référentiel IFRS applicable aux comptes consolidés.

Elles intègrent les éléments suivants :

- chiffre d'affaires,
- résultat opérationnel,
- résultat opérationnel après quote-part de résultat net des sociétés mises en équivalence

qui sont les indicateurs de performance des divisions.

1.23 - PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES

Le chiffre d'affaires est égal à l'ensemble des produits résultant de la vente des produits du groupe, des différents produits de négoce et des prestations de services associées à ces ventes. Il figure net de la taxe sur la valeur ajoutée, des retours de marchandises, des rabais et des remises, et déduction faite des ventes intragroupe.

Les ventes de produits sont comptabilisées lorsque les risques et avantages liés aux produits sont transférés à l'acquéreur, c'est-à-dire au moment où ceux-ci sont mis à la disposition du réseau de distribution s'il s'agit de concessionnaires indépendants, ou lors de leur livraison au client final pour les ventes directes. La marge est constatée immédiatement.

1.24 - MODALITÉS DE CALCUL DU RÉSULTAT PAR ACTION

Le résultat par action de base est calculé en divisant le résultat net de l'exercice attribuable aux actionnaires ordinaires par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de la période. Pour le calcul du résultat dilué par action, le résultat attribuable aux actionnaires ordinaires de Manitou BF ainsi que le nombre moyen pondéré d'actions en circulation sont ajustés des effets de toutes les actions ordinaires potentielles dilutives.

2 – FAITS MARQUANTS

AMENAGEMENT ET EXTENSION DU FINANCEMENT DU GROUPE

En décembre 2016, le groupe Manitou a finalisé l'aménagement et l'extension de son contrat de crédit signé en juin 2013 pour un nouveau montant de 180 millions d'euros et une nouvelle maturité de 5 ans avec une possibilité de prolongation de 2 ans.

Ce financement est constitué uniquement d'une ligne RCF (Revolving Credit Facility) multidevises de 180 millions d'euros et vient compléter les différentes lignes obligataires et long terme de 50 millions d'euros mises en place au cours des années antérieures.

3 – ÉVOLUTION DE PÉRIMÈTRE

Au cours de l'exercice 2016, le groupe Manitou a procédé à la filialisation de son activité de concessionnaire des produits de marque Toyota et Manitou, située à Herblay (95). Cet apport a été réalisé au sein d'une nouvelle structure dédiée, CFM Ile de France. Cette activité était antérieurement dans la société CFM, devenue Manitou Global Services (MGS).

Le Groupe a également cédé sa participation dans la société Algomat (Algérie), qui était détenue sous influence notable. Cette opération n'a pas d'impact sur les résultats du groupe Manitou.

4 – INFORMATION SUR LES SECTEURS OPÉRATIONNELS

Le groupe est organisé en trois divisions, deux divisions produits et une division services :

La division produits MHA (Material Handling and Access – matériel de manutention et nacelles) regroupe les sites de production français et italien dédiés en particulier aux chariots télescopiques, aux chariots à mâts industriels et tout-terrain, aux chariots embarqués et aux nacelles élévatrices. Elle a pour mission d'optimiser le développement et la production de ces matériels de marque Manitou.

La division produits CEP (Compact Equipment Products – matériel compact) a pour mission d'optimiser le développement et la production des chargeuses compactes sur roues, sur chenilles et articulées et des télescopiques de marques Gehl & Mustang.

La division S&S (Services & Solutions) regroupe l'ensemble des activités de services à la vente (approches financements, contrats de garantie, contrats de maintenance, full service, gestion de flotte, etc.), de services après-vente (pièces de rechange, formation technique, gestion des garanties, gestion de l'occasion, etc.) et de service aux utilisateurs finaux (géo-localisation, formation utilisateurs, conseils, etc.). Cette division a pour objectif de bâtir les offres de services permettant de répondre aux attentes de chacun de nos clients dans notre chaîne de valeur et d'accroître le chiffre d'affaires résilient du groupe.

Ces trois divisions conçoivent et assemblent les produits et les services qui sont distribués par l'organisation commerciale et marketing aux concessionnaires et grands comptes du groupe répartis dans 140 pays.

COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ PAR DIVISIONS MHA, CEP, S&S

31.12.2016 <i>en milliers d'euros</i>	MHA	CEP	S&S	Total
	Material Handling and Access	Compact Equipment Products	Services & Solutions	
Chiffre d'affaires	903 676	202 721	225 136	1 331 533
Coût des biens et services vendus	-763 997	-181 617	-169 300	-1 114 915
Frais de recherche et développement	-14 734	-3 604		-18 339
Frais commerciaux, marketing et service	-38 312	-10 814	-33 854	-82 980
Frais administratifs	-25 671	-11 912	-7 828	-45 412
Autres produits et charges d'exploitation	1 387	-729	105	763
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL COURANT	62 347	-5 955	14 258	70 649
Perte de valeur des actifs				
Autres produits et charges opérationnels non courants	-536	-243	-206	-985
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL	61 811	-6 199	14 052	69 664
Quote-part dans le résultat des entreprises associées	-527		3 009	2 482
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL APRÈS QUOTE-PART DE RÉSULTAT NET DES SOCIÉTÉS MEE	61 284	-6 199	17 061	72 146

31.12.2015 <i>en milliers d'euros</i>	MHA	CEP	S&S	Total
	Material Handling and Access	Compact Equipment Products	Services & Solutions	
Chiffre d'affaires	826 847	239 786	220 523	1 287 157
Coût des biens et services vendus	-708 735	-205 964	-169 331	-1 084 030
Frais de recherche et développement	-15 712	-4 883		-20 595
Frais commerciaux, marketing et service	-34 519	-11 389	-31 684	-77 591
Frais administratifs	-23 720	-13 011	-7 328	-44 060
Autres produits et charges d'exploitation	-258	-169	69	-358
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL COURANT	43 903	4 371	12 249	60 523
Perte de valeur des actifs	-159	-51	-47	-257
Autres produits et charges opérationnels non courants	-2 838	-57	-222	-3 117
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL	40 906	4 264	11 980	57 149
Quote-part dans le résultat des entreprises associées	-120		2 843	2 723
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL APRÈS QUOTE-PART DE RÉSULTAT NET DES SOCIÉTÉS MEE	40 786	4 264	14 822	59 872

L'activité de distribution de pièces de rechange et d'accessoires intégrée dans la division Services & Solutions bénéficie de services portés par les divisions MHA et CEP (R&D, qualification des pièces, qualification des fournisseurs), de la base installée de machines vendues, ainsi que de la notoriété des marques développées par ces mêmes divisions.

Afin de rémunérer l'ensemble de ces bénéficiaires, le reporting par division suivi par le groupe intègre une redevance de la division Services & Solutions aux divisions MHA et CEP. Cette redevance est calculée sur la base de comparables externes de distributeurs de pièces indépendants dont le résultat

opérationnel médian sur une période de 5 ans ressort respectivement à 4,25% en Europe et à 4,87% aux USA, principales zones sur lesquelles la division S&S opère. Cette redevance est intégrée dans chaque division sur la ligne « Coût des biens et services vendus », qui correspond donc aux charges de biens et services vendus nets des charges ou des produits de redevances.

Les actifs et flux de trésorerie, de même que les dettes, ne sont pas alloués aux différentes divisions, les informations par secteurs opérationnels utilisées par le management du groupe n'intégrant pas ces différents éléments.

CHIFFRE D'AFFAIRES PAR DIVISION ET ZONE GÉOGRAPHIQUE

31.12.2016 <i>en milliers d'euros</i>	Europe du Sud	Europe du Nord	Amériques	APAM	Total
MHA	353 546	397 745	66 838	85 547	903 676
CEP	9 869	26 963	149 208	16 682	202 721
S&S	80 847	71 186	47 155	25 947	225 136
TOTAL	444 262	495 894	263 201	128 176	1 331 533

31.12.2015 <i>en milliers d'euros</i>	Europe du Sud	Europe du Nord	Amériques	APAM	Total
MHA	281 312	398 950	58 373	88 212	826 847
CEP	8 672	22 122	192 999	15 993	239 786
S&S	79 741	68 336	47 126	25 321	220 523
TOTAL	369 725	489 409	298 497	129 526	1 287 157

5 – GOODWILL ET IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

5.1 - ÉVOLUTION DE LA VALEUR NETTE COMPTABLE

<i>en milliers d'euros</i>						Montant brut
	31.12.2015	Acquisition	Sortie	Var périmètre & autres	Écart de conversion	31.12.2016
Goodwill	75 248				2 597	77 845
Frais de développement	49 979	10 787			688	61 454
Marques	29 393				965	30 358
Autres immobilisations incorporelles	71 704	4 534	-7	-19	1 121	77 334
Total Immobilisations incorporelles	151 076	15 322	-7	-19	2 773	169 146

<i>en milliers d'euros</i>						Amort. et pertes de valeur
	31.12.2015	Dotation	Reprise	Var périmètre & autres	Écart de conversion	31.12.2016
Goodwill	-74 960				-2 597	-77 557
Frais de développement	-30 973	-5 582			-285	-36 839
Marques	-29 393				-965	-30 358
Autres immobilisations incorporelles	-63 271	-3 523	7		-1 066	-67 855
Total Immobilisations incorporelles	-123 637	-9 105	7		-2 316	-135 051

<i>en milliers d'euros</i>			Montant net
	31.12.2015	31.12.2016	31.12.2016
Goodwill	288	288	288
Frais de développement	19 007	24 615	24 615
Marques			
Autres immobilisations incorporelles	8 433	9 479	9 479
Total Immobilisations incorporelles	27 439	34 094	34 094

Les principaux investissements incorporels 2016 concernent les frais de développement pour 10,8 M€ et les systèmes d'information pour 3,8 M€.

Pour mémoire les pertes de valeur enregistrées sur les actifs incorporels hors goodwill au 31 décembre 2016 s'élèvent à :

<i>en milliers d'euros</i>	31.12.2016
Frais de développement	-1 114
Marques	-30 358
Autres immobilisations incorporelles	-29 479
Total	-60 951

5.2 - DÉTAIL DES GOODWILLS NETS À LA CLÔTURE DE L'EXERCICE

<i>en milliers d'euros</i>			Montant net
	31.12.2015	31.12.2016	31.12.2016
Manitou Portugal SA	71	71	71
Manitou Italy (ex OMCI)	174	174	174
Autres	43	43	43
Total	288	288	288

5.3 - DÉPRÉCIATION DES GOODWILLS

Les principaux critères retenus lors de l'élaboration des tests de dépréciation sont détaillés dans la Note 7.

6 – IMMOBILISATIONS CORPORELLES

<i>en milliers d'euros</i>	31.12.2015	Acquisition	Cessions	Var périmètre & autres	Écart de conversion	Montant brut
						31.12.2016
Terrains	29 085	1 221		150	156	30 612
Constructions	147 543	4 066	-141	2 887	1 111	155 467
Installations techniques, matériel et outillages	159 692	4 141	-3 497	7 655	1 518	169 509
Autres immobilisations corporelles	67 698	14 873	-1 466	-6 765	827	75 167
Immobilisations corporelles en cours	5 466	5 763	0	-8 274	39	2 994
Total	409 485	30 064	-5 104	-4 348	3 651	433 749

<i>en milliers d'euros</i>	31.12.2015	Dotation	Reprise	Var périmètre & autres	Écart de conversion	Amortissements et pertes de valeur
						31.12.2016
Terrains	-6 844	-613			-37	-7 494
Constructions	-80 770	-6 277	135	-25	-137	-87 073
Installations techniques, matériel et outillages	-135 487	-8 334	3 353	3	-1 112	-141 576
Autres immobilisations corporelles	-45 952	-5 161	1 348	2 909	-294	-47 151
Immobilisations corporelles en cours						
Total	-269 053	-20 385	4 835	2 887	-1 580	-283 295

<i>en milliers d'euros</i>	Montant net	
	31.12.2015	31.12.2016
Terrains	22 241	23 118
Constructions	66 773	68 393
Installations techniques, matériel et outillages	24 206	27 932
Autres immobilisations corporelles	21 746	28 016
Immobilisations corporelles en cours	5 466	2 994
Total	140 432	150 454

Les investissements réalisés en 2016 s'élèvent à 30,0 M€ contre 31,6 M€ en 2015. Ils comprennent 7,6 M€ de terrains et infrastructures, 13,2 M€ d'outils industriels, 6,9 M€ de matériel de flotte de location et 2,3 M€ d'autres projets.

7 – DÉPRÉCIATION DES ACTIFS INCORPORELS ET CORPORELS

Au 31 décembre 2016, le groupe Manitou ne dispose pas de goodwill ou d'autres actifs à durée d'utilité indéterminée nécessitant des tests de valeur annuels. Seuls les actifs amortis, en particulier les frais de développement, sont soumis à des tests lorsqu'un indice de perte de valeur existe. La revue des indicateurs n'a pas amené le groupe à constater de dépréciation au titre de l'exercice 2016.

8 – ENTREPRISES ASSOCIÉES

8.1 - ÉVOLUTION DES PARTICIPATIONS DANS LES ENTREPRISES ASSOCIÉES

<i>en milliers d'euros</i>	31.12.2015	Quote-part du	Dividendes	Variation de	Inc. Monétaire	31.12.2016
		résultat net		périmètre		
Manitou Finance France SAS	13 134	933	-1 678			12 389
Manitou Finance Ltd.	10 291	2 075	-299		-1 545	10 522
Algomat	134			-134		0
Hangzhou Manitou Machinery Equipment	1 567	-527			-58	982
Total	25 126	2 482	-1 978	-134	-1 603	23 893

8.2 - QUOTE-PART DE RÉSULTAT ET DE CAPITAUX PROPRES DES ENTREPRISES ASSOCIÉES

<i>en milliers d'euros</i>	31.12.2015	Résultat		Capitaux propres*	
		31.12.2016	31.12.2015	31.12.2016	31.12.2016
Manitou Finance France SAS	923	933	563	-182	
Manitou Finance Ltd.	1 920	2 075	5 418	5 649	
Algomat	0	0	136	0	
Hangzhou Manitou Machinery Equipment	-120	-527	315	-270	
Total	2 723	2 482	6 432	5 197	

* Contribution des entreprises associées dans les capitaux propres du Groupe (quote-part des capitaux propres de la société mise en équivalence, net de la valeur des titres)

8.3 - DÉTAIL PAR SOCIÉTÉ DES ÉLÉMENTS SIGNIFICATIFS

<i>en milliers d'euros</i>	Activité	Chiffre d'affaires	Résultat net	Total bilan	Actif net	31.12.2016
						Quote-part détenue
Manitou Finance France SAS	Financement	4 005	1 905	148 349	25 283	49%
Manitou Finance Ltd.	Financement	8 112	4 236	157 962	21 474	49%
Hangzhou Manitou Machinery Equipment	Production	2 654	-1 054	3 201	1 964	50%

<i>en milliers d'euros</i>	Activité	Chiffre d'affaires	Résultat net	Total bilan	Actif net	31.12.2015
						Quote-part détenue
Manitou Finance France SAS	Financement	5 595	1 883	131 245	26 804	49%
Manitou Finance Ltd.	Financement	8 857	3 918	220 771	21 003	49%
Hangzhou Manitou Machinery Equipment	Production	3 437	-239	4 449	3 134	50%

9 - INSTRUMENTS FINANCIERS

9.1 - RÉCONCILIATION DES LIGNES DU BILAN - ACTIF

<i>en milliers d'euros</i>		Titres disponibles à la vente	Prêts et créances	Actifs financiers à la juste valeur par le résultat	31.12.2016
					Total bilan
Actifs financiers non courants	Note 9.3	3 840		3 760	7 599
Actifs financiers courants	Note 9.4		24	3 865	3 888
Trésorerie et équivalents de trésorerie	Note 9.5			53 602	53 602
Créances de financement des ventes - part non-courante	Note 12		2 784		2 784
Autres actifs non courants			359		359
Clients	Note 11		279 263		279 263
Créances de financement des ventes - part courante	Note 12		1 332		1 332
Autres créances courantes	Note 14		27 758		27 758
Total		3 840	311 520	61 226	376 586

<i>en milliers d'euros</i>		Titres disponibles à la vente	Prêts et créances	Actifs financiers à la juste valeur par le résultat	31.12.2015
					Total bilan
Actifs financiers non courants	Note 9.3	3 907		3 246	7 153
Actifs financiers courants	Note 9.4		47	1 219	1 265
Trésorerie et équivalents de trésorerie	Note 9.5			57 299	57 299
Créances de financement des ventes - part non courante	Note 12		2 446		2 446
Autres actifs non courants			286		286
Clients	Note 11		266 192		266 192
Créances de financement des ventes - part courante	Note 12		1 150		1 150
Autres créances courantes	Note 14		21 365		21 365
Total		3 907	291 487	61 763	357 157

Les actifs financiers sont évalués à partir de techniques de valorisation interne (niveau 2) (cf. Note 1.14) à l'exception de certains équivalents de trésorerie (note 9.5) évalués en fonction de prix cotés sur un marché actif (niveau 1).

9.2 – TRANSFERT D'ACTIFS FINANCIERS

Des cessions de créances avec recours limité avaient été réalisées jusqu'en 2011 et s'accompagnaient de la mise en place d'un « panier de pertes » ou « loss pool » de 5% du montant des créances cédées (mutualisé pour chaque partenaire cessionnaire) restant à la charge du cédant en cas de sinistre. Ces créances ont été totalement soldées sur 2016. Aucune créance n'a été cédée sur l'exercice.

9.3 - ACTIFS FINANCIERS NON COURANTS

<i>en milliers d'euros</i>	31.12.2015	Variation	Juste valeur	Recyclage	Écart de conversion	Var. périmètre & autres	31.12.2016
Titres disponibles à la vente :							
- Autres titres	3 907	-511	322		122		3 840
Dérivés							
Autres actifs financiers non courants	3 246	210			117	186	3 760
Total	7 153	-301	322	0	240	186	7 599

9.4 - ACTIFS FINANCIERS COURANTS

Les valeurs mobilières de placement ont été valorisées à leur juste valeur à la date de clôture :

<i>en milliers d'euros</i>	31.12.2015	Montant net 31.12.2016
Actifs financiers disponibles à la vente	0	3
Dérivés	559	3 173
Actifs financiers à la juste valeur par compte de résultat	2	2
Prêts et avances	47	24
Divers	658	687
Total	1 265	3 888

9.5 - TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE

<i>en milliers d'euros</i>	31.12.2015	Montant net 31.12.2016
Disponibilités	13 423	51 432
Dépôts à terme et autres	475	2 076
SICAV monétaires & autres	43 400	94
Total	57 299	53 602

9.6 - RÉCONCILIATION DES LIGNES DU BILAN – PASSIF

Les différentes catégories de passifs financiers à la date de clôture sont les suivantes. Elles sont détaillées dans la note 9.7 ci-dessous.

<i>en milliers d'euros</i>		31.12.2015	31.12.2016
Passifs financiers non courants	Note 9.7	105 618	52 948
Autres passifs non courants		1 197	992
Passifs financiers courants	Note 9.7	19 048	63 162
Fournisseurs	Note 18	180 054	211 557
Autres dettes courantes	Note 18	87 018	101 235
Total		392 935	429 895

Les passifs financiers sont évalués à partir de techniques de valorisation interne (niveau 2), cf. Note 1.14.

9.7 - PASSIFS FINANCIERS COURANTS ET NON COURANTS

Les principes d'évaluation et de comptabilisation sont définis en note 1.13.

<i>en milliers d'euros</i>		31.12.2015	31.12.2016 Courant
Financements à court terme et découverts bancaires		3 494	4 432
Emprunts bancaires		6 426	44 754
Emprunts sur locations financement		1 143	1 388
Dette financière relative aux ventes avec recours	Note 12	11	0
Dérivés passifs - change et taux		819	5 143
Autres emprunts		6 447	6 541
Total		18 340	62 259
Pactes d'actionnaires et dettes sur plan de stock-option (cash-settled)		708	903
Total		19 048	63 162

<i>en milliers d'euros</i>		31.12.2015	31.12.2016 Non courant	un à cinq ans	+ cinq ans
Emprunts bancaires		59 158	5 986	0	5 986
Emprunts sur locations financement		2 440	2 893	2 893	0
Dette financière relative aux ventes avec recours	Note 12	3	0	0	0
Dérivés passifs - laux		0	0	0	0
Emprunt obligataire		44 017	44 070	19 309	24 761
Autres emprunts		0	-1	0	0
Total		105 618	52 948	22 202	30 747
Pactes d'actionnaires et dettes sur plan de stock-option (cash-settled)		0	0	0	0
Total		105 618	52 948	22 202	30 747

Le groupe assure l'essentiel du financement de ses besoins par des financements bancaires (crédits moyens termes ou lignes de découverts bancaires). Il a néanmoins initié dès 2012 une diversification en émettant deux emprunts obligataires en 2012 et 2013. Un nouvel emprunt obligataire privé de 25 M€ a été émis en 2015, portant la dette désintermédiée à un montant total de 44 M€ au 31 décembre 2016. Par ailleurs, le contrat de financement bancaire de la société mère a été aménagé et étendu en décembre 2016 pour une durée de 5 ans, à laquelle s'ajoutent deux possibilités d'extension d'1 an.

9.7.1 - CARACTÉRISTIQUES DES PRINCIPAUX EMPRUNTS BANCAIRES

<i>en milliers d'euros</i>	31.12.2016		Monnaie	Échéance	Taux effectif
	Courant	Non courant			
Revolving	44 102		EUR	variable	-/
BPI (1)	32	2 992	EUR	T2/2021	2,82%
BPI (2)	21	2 994	EUR	T2/2024	4,41%

<i>en milliers d'euros</i>	31.12.2015		Monnaie	Échéance	Taux effectif
	Courant	Non courant			
Capex Facility		30 000	EUR	T2/2018	1,53%
BPI (1)		2 990	EUR	T2/2021	2,82%
BPI (2)		2 991	EUR	T2/2024	4,41%
Ligne A	5 838	11 675	EUR	T2/2018	3,68%
Ligne B		11 502	EUR	T2/2018	7,37%
Ventes avec recours limité	11	3	USD	variable	5,70%

En décembre 2016, Manitou a aménagé et étendu son financement mis en place en 2013. La nouvelle ligne RCF (Revolving Credit Facility) multidevises s'élève à 180 millions d'euros d'une maturité de 5 ans avec une extension possible de 2 ans. Les lignes A, B et Capex Facility ont été remboursées par anticipation.

Ce contrat inclut des clauses de ratios (covenants), de « material adverse change* » et de « cross default » pouvant limiter les possibilités d'utilisation ou affecter le terme des lignes de crédit. Il comprend des clauses de « negative pledge » assorties de seuils et de dérogations.

Lignes	Signataires	Principales clauses contractuelles S2 2016 à S2 2021
Revolving Facility	Manitou BF	Gearing < 1 Leverage < 3,5 sauf quelques exceptions Limitation des investissements Limitation des acquisitions et des cessions des actifs Limitation de l'endettement additionnel Clause de changement de contrôle Dividende inférieur à 100% du résultat net

* définition au paragraphe 2.2.9 du présent document

9.7.2 - CARACTÉRISTIQUES DES EMPRUNTS OBLIGATAIRES

en milliers d'euros	31.12.2016		Monnaie	Échéance	Taux effectif
	Courant	Non courant			
Emprunt obligataire 2012 - 2018	102	6 939	EUR	T4/2018	5,95%
Emprunt obligataire 2013 - 2019	20	12 370	EUR	T4/2019	5,35%
Emprunt obligataire 2015 - 2022	460	24 761	EUR	T2/2022	4,00%

Les emprunts obligataires seront remboursés in fine respectivement au 4ème trimestre 2018, au 4ème trimestre 2019 et au 2ème trimestre 2022.

9.7.3 - ENCOURS VIS-À-VIS DES ÉTABLISSEMENTS FINANCIERS

La part de l'encours vis-à-vis des établissements financiers se répartit comme suit :

en milliers d'euros	31.12.2015		31.12.2016	
	Encours autorisé	Encours utilisé	Encours autorisé	Encours utilisé
Financements à court terme et découvert bancaire	44 000	3 494	62 000	4 432
Emprunts sur location financement	3 583	3 583	4 282	4 282
Autres emprunts bancaires				
- Emprunts à terme amortissables	66 000	64 995	6 000	5 986
- Crédits renouvelables	110 000		180 000	44 107

9.8 - DÉRIVÉS

Afin de sécuriser un niveau maximum de frais financiers, le groupe a mis en place en lien avec le nouveau contrat de financement des caps et swaps de taux d'intérêt. Ces dérivés sont désignés comme instruments de couverture de flux futurs de trésorerie. Ils sont considérés comme hautement efficaces au 31 décembre 2016.

Les caractéristiques des Caps et Swaps au 31 décembre 2016 sont les suivantes :

CAP

en milliers d'euros		Taux moyen des CAP	Notionnel	Juste valeur au
				31.12.2016
Inférieur à un an	T2 2017	0,20%	25	0
1 à 2 ans				

SWAP

en milliers d'euros		Taux moyen des SWAP	Notionnel	Juste valeur au
				31.12.2016
Inférieur à un an	T3 2017	0,483%	25	-150
1 à 2 ans	T3 2018	0,325%	25	-146

Au 31 décembre 2016, le groupe détient par ailleurs des contrats de ventes à terme de devises destinés à couvrir des flux futurs de trésorerie GBP, AUD, PLN et ZAR en euro pour un montant de 60,6 M€.

Ces couvertures sont considérées comme efficaces au sens des normes IFRS. La variation de juste valeur de ces instruments est en conséquence enregistrée au passif du bilan pour 5,1 M€, à l'actif du bilan pour 3,2 M€ avec contrepartie fonds propres pour 0,6 M€, la valorisation des points de terme étant quant à elle enregistrée en résultat financier pour -1,0 M€ et +0,2 M€ en résultat opérationnel.

9.9 - ANALYSE DE SENSIBILITÉ AUX VARIATIONS DE TAUX DE CHANGE

L'analyse de la sensibilité a été établie sur la base de la situation des créances, des dettes, de la trésorerie nette et des actifs financiers disponibles à la vente au 31 décembre 2016 pour les principales devises utilisées par le groupe dans le cadre de son activité.

La sensibilité correspond à une variation de plus 5% des devises concernées par rapport à leur cours de clôture.

31.12.2016

en milliers d'euros

Créances et dettes libellées en monnaie étrangère Détail par monnaie de fonctionnement	AUD/ EUR	GBP/ EUR	USD/ EUR	ZAR/ EUR	SGD/ EUR	RUB/ EUR	BRL/ EUR	INR/ EUR
	+5%	+5%	+5%	+5%	+5%	+5%	+5%	+5%
EUR								
Créances (AUD, GBP, USD, ZAR, RUB, BRL)	557	444	466	584	0	129	26	52
Dettes (AUD, GBP, USD)	-3	-121	-154	0	0	0	0	0
Trésorerie nette et équivalent de trésorerie (AUD, GBP, USD, SGD, RUB)	166	601	395	0	58	1	0	0
S/ Total	720	924	707	584	58	130	26	52
AUD								
Créances (EUR)	-20							
Dettes (EUR)	0							
Trésorerie nette et équivalent de trésorerie (EUR)	0							
S/ Total	-20							
GBP								
Créances (EUR)		-138						
Dettes (EUR)		0						
Trésorerie nette et équivalent de trésorerie (EUR)		-41						
S/ Total		-179						
USD								
Créances (EUR)			-346					
Dettes (EUR)			32					
Trésorerie nette et équivalent de trésorerie (EUR)			-1					
S/ Total			-316					
ZAR								
Créances (EUR)				0				
Dettes (EUR)				17				
Trésorerie nette et équivalent de trésorerie (EUR)				0				
S/ Total				17				
SGD								
Créances (EUR)					-234			
Dettes (EUR)					76			
Trésorerie nette et équivalent de trésorerie (EUR)					-62			
S/ Total					-219			
RUB								
Créances (EUR)						-4		
Dettes (EUR)						0		
Trésorerie nette et équivalent de trésorerie (EUR)						-13		
S/ Total						-17		
BRL								
Créances (EUR)							-1	
Dettes (EUR)							26	
Trésorerie nette et équivalent de trésorerie (EUR)							-183	
S/ Total							-158	
INR								
Créances (EUR)								0
Dettes (EUR)								6
Trésorerie nette et équivalent de trésorerie (EUR)								0
S/ Total								6
TOTAL	700	745	392	601	-161	113	-133	58

9.10 - GESTION DES RISQUES FINANCIERS

Les informations relatives à la gestion des risques financiers sont développées dans le paragraphe 3.1 du rapport de gestion.

10 – STOCKS

<i>en milliers d'euros</i>	31.12.2015	Variation de périmètre et reclassement	Mouvements	Écart de conversion	Montant brut 31.12.2016
Matières premières	144 206	0	-27 200	1 195	118 201
Encours de fabrication	25 796	0	5 857	245	31 899
Produits finis	135 320	1 298	32 600	1 825	171 044
Marchandises	91 214	449	15 127	2 299	109 089
Total	396 537	1 747	26 384	5 565	430 232

<i>en milliers d'euros</i>	31.12.2015	Variation de périmètre et reclassement	Mouvements	Écart de conversion	Provision 31.12.2016
Matières premières	-6 480	0	-601	-87	-7 168
Encours de fabrication	0	0	0	0	0
Produits finis	-2 422	4	-18	-3	-2 439
Marchandises	-10 513	0	-544	-154	-11 211
Total	-19 415	4	-1 164	-244	-20 819

<i>en milliers d'euros</i>	31.12.2015	Variation de périmètre et reclassement	Mouvements	Écart de conversion	Montant net 31.12.2016
Matières premières	137 726	0	-27 802	1 108	111 032
Encours de fabrication	25 796	0	5 857	245	31 899
Produits finis	132 898	1 301	32 582	1 823	168 605
Marchandises	80 701	449	14 583	2 145	97 877
Total	377 122	1 750	25 220	5 321	409 413

Les reclassements concernent pour l'essentiel les matériels donnés en location et immobilisés qui sont transférés en stock à la fin du contrat de location pour être vendus comme matériel d'occasion.

11 – CLIENTS

<i>en milliers d'euros</i>	31.12.2015	Variation de périmètre et reclassement	Mouvements	Écart de conversion	31.12.2016
Courant					
Clients - brut	274 983	0	9 496	2 547	287 027
Clients - dépréciation	Note 13 -8 791	0	1 151	-124	-7 764
Clients - net	266 192	0	10 648	2 423	279 263
Non-courant					
Clients - brut	0	0	0	0	0
Clients - dépréciation	Note 13 0	0	0	0	0
Clients - net	0	0	0	0	0
Total	266 192	0	10 648	2 423	279 263

En dehors des marchés américain et britannique, le groupe a en général recours à une assurance crédit ou à du factoring pour sécuriser son encours clients. Dans certains cas, sur la base de la connaissance du client acquise par le groupe, l'encours pour un client donné peut être supérieur au montant garanti.

Sur le marché américain et conformément aux pratiques du secteur, Manitou Americas a, avec ses distributeurs, des accords de financement de stock (floor plan) pour des périodes variables pouvant aller jusqu'à neuf mois. Dans le cadre de ces « floor plans » les distributeurs doivent régler les machines dès qu'elles sont vendues au client final et au plus tard à l'issue de l'accord de financement de stock. Aucun droit de retour des machines en stock n'est accordé aux distributeurs.

Les créances échues font l'objet d'un suivi individualisé. Les critères de dépréciation sont essentiellement appréciés client par client en fonction de l'ancienneté des créances. Chaque entité effectue cette analyse en fonction des spécificités de ses marchés.

Les montants enregistrés au titre de la constitution et la reprise des provisions pour dépréciation de créances clients quant à eux sont inclus dans la ligne « Dotations aux provisions » du compte de résultat.

Les pertes sur créances clients se sont élevées à 2,3 M€ sur l'exercice 2016 et ont été enregistrées sur la ligne « Frais commerciaux, marketing et service » du compte de résultat. Ces pertes sont partiellement couvertes par une reprise de dépréciation enregistrée sur la même ligne.

12 – CRÉANCES DE FINANCEMENT DES VENTES

Sont regroupées sur cette ligne, les créances représentatives de financements accordés aux clients finaux, il s'agit soit de ventes via la mise en place de contrats de location-financement, soit dans le cas de Manitou Americas, de financement des ventes aux clients finaux.

<i>en milliers d'euros</i>	31.12.2015	Variation de périmètre et autres	Mouvements	Écart de conversion	31.12.2016
Brut					
Créances de location financement	3 436		74	566	4 077
Financement des clients finaux	2 697		-1 242	26	1 481
Créances de financement des ventes – Brut	6 133	0	-1 168	592	5 558
Dépréciation					
Créances de location financement	Note 13				
Financement des clients finaux	Note 13	-2 537	1 122	-27	-1 442
Créances de financement des ventes – Dépréciation	-2 537	0	1 122	-27	-1 442
Net					
Créances de location financement	3 436		74	566	4 077
Financement des clients finaux	160		-120	-1	39
Créances de financement des ventes – Net	3 596	0	-46	565	4 116
Dont					
Part non courante	2 446	-28	-33	399	2 784
Part courante	1 150	28	-13	167	1 332

Les financements aux clients finaux concernent principalement Manitou Americas. Ils comprenaient notamment des créances vendues avec recours limité (valeur brute) non décomptabilisées (voir note 9.2). Ces créances ont été totalement soldées sur 2016. Aucune créance n'a été cédée sur l'exercice.

Au 31 décembre 2016, un test de valeur a été réalisé sur les créances de financement des ventes. Les critères de dépréciation sont basés sur une revue client par client pour les plus significatifs (la notion de significatif étant définie pour partie en fonction de l'encours et pour partie en fonction des retards de paiements).

Par ailleurs, une dépréciation est calculée en fonction de données statistiques historiques pour les clients non analysés de façon unitaire.

Les pertes enregistrées sur l'exercice 2016 au titre des créances de financement des ventes se sont élevées à 1,0 M€, partiellement couvertes par des reprises de dépréciation.

L'échéancier des créances de financement des ventes non courantes est le suivant :

<i>en milliers d'euros</i>	31.12.2016	1 à 2 ans	3 à 5 ans	Plus de 5 ans
Créances de location financement – Net	2 784	2 002	781	
Financement des clients finaux – Net				
Créances de financement des ventes – part non courante	2 784	2 002	781	

13 – ACTIFS FINANCIERS – ANALYSE DES CRÉANCES ÉCHUES ET DÉPRÉCIATION

13.1 - ANALYSE DES CRÉANCES ÉCHUES ET DÉPRÉCIATIONS LIÉES

<i>en milliers d'euros</i>	Non échu	Échu <30 j	Échu 31 - 90 j	Échu 91 - 120 j	Échu +120 j	31.12.2016 Total
Créances clients	240 886	22 312	10 963	2 677	10 188	287 027
Dépréciation créances clients	-702	-77	-90	-692	-6 203	-7 764
Créances clients – Net	240 184	22 236	10 873	1 985	3 985	279 263
Créances de financement des clients finaux					1 481	1 481
Dépréciation créances de financement clients finaux					-1 442	-1 442
Créances de financement des clients finaux – Net					39	39
Créances de location financement	1 293					1 293
Dépréciation créances location financement						
Créances de location financement – Net	1 293					1 293
Total	241 477	22 236	10 873	1 985	4 024	280 595

13.2 - MOUVEMENTS DES DÉPRÉCIATIONS SUR ACTIFS FINANCIERS

<i>en milliers d'euros</i>	31.12.2015	Augmentation	Reprise utilisée	Reprise non utilisée	Reclassements & autres	Écart de conversion	31.12.2016
Dépréciation créances clients	-8 791	-987	1 144	994		-124	-7 764
Dépréciation créances de financement clients finaux	-2 537		1 007	115		-27	-1 442
Dont							
- Courants	-2 080		1 007	115	-449	-35	-1 442
- Non courants	-457				449	8	
Dépréciation créances location financement							

14 – AUTRES CRÉANCES COURANTES

<i>en milliers d'euros</i>	31.12.2015	Variation de périmètre & autres	Mouvements	Écart de conversion	31.12.2016
Créances fiscales et sociales	7 198		9 713	60	16 971
Autres créances	6 694	-3	-4 964	12	1 739
Avances et acomptes sur commandes	1 515		336	141	1 993
Charges constatées d'avance	5 959	-186	1 413	-130	7 056
Total	21 365	-189	6 498	83	27 758

15 – CAPITAUX PROPRES

15.1 - CAPITAL SOCIAL

Le capital social se compose de 39 557 449 actions au 31 décembre 2016.

15.2 - PROPOSITION DE DISTRIBUTION DE DIVIDENDES

Le Conseil d'administration proposera à l'Assemblée Générale, qui arrêtera les comptes 2016, la distribution d'un dividende de 0,43 € par action.

15.3 - TITRES D'AUTO-CONTRÔLE

<i>en nombre d'actions</i>	Réalisations au 31.12.2015	% du capital	Réalisations au 31.12.2016	% du capital
Détentions à l'ouverture (plan d'actions)	267 198		267 198	
Achats d'actions (rachat titres Toyota)			1 120 000	
Ventes d'actions			- 5 737	
Levées d'options d'achat				
Détention à la clôture (plan d'actions)	267 198	0,68%	1 381 461	3,49%
Couverture des options d'achats				
Contrat de liquidité	40 114		36 526	
Somme des titres en auto-contrôle	307 312	0,78%	1 417 987	3,58%

Le coût d'acquisition des titres achetés, ainsi que le produit de la cession des titres vendus, ont respectivement été inscrits en diminution et en augmentation de la situation nette.

Les actions d'auto-contrôle ne donnent pas droit à distribution de dividendes.

15.4 - OPTIONS D'ACHAT D'ACTIONS PAR CERTAINS SALARIÉS

Aucun nouveau plan n'a été octroyé sur l'exercice 2016.

15.4.1 - CARACTÉRISTIQUES DES PLANS EXISTANTS

Les principales caractéristiques des plans d'achat d'actions par certains salariés et des attributions gratuites d'actions sont les suivantes :

Options d'achat		Date de maturité	Date d'échéance du plan	Nombre de bénéficiaires (origine)	Prix moyen d'exercice (en €)	Nombre d'actions par plan	
<i>caractéristiques</i>	Type de plan						
	Plan du 19.05.2010	Souscription	20.05.2014	19.05.2018	43	13,60	314 200
Total des options attribuées						314 200	
Options radiées - annulées						-182 550	
Options exercées						-9 625	
Total des options en cours de validité						122 025	
Total des actions détenues						1 381 461	
Actions gratuites		Date de maturité	Date d'échéance du plan	Nombre de bénéficiaires (origine)	Nombre d'actions par plan		
<i>caractéristiques</i>	Type de plan						
	Plan du 28.06.2012	AGA	28.06.2012	28.06.2016	151	82 350	
Total des actions attribuées						82 350	

15.4.2 - ÉVOLUTION DU NOMBRE D'OPTIONS EN COURS DE VALIDITÉ

<i>en unités</i>	Options en circulation au 31.12.2015	Options attribuées	Options exercées	Options radiées	Options en circulation au 31.12.2016
Plan du 19.05.2010	127 525		- 5 500		122 025
Total	127 525		- 5 500		122 025

15.4.3 - ÉVOLUTION DU NOMBRE D' ACTIONS GRATUITES ATTRIBUÉES

<i>en unités</i>	Actions en circulation au 31.12.2015	Actions attribuées	Actions radiées / non acquises	Actions en circulation au 31.12.2016
Plan du 28.06.2012	19 083		- 19 083	0
Total	19 083		- 19 083	0

15.4.4 - VALORISATION DES PLANS

Conformément aux principes énoncés dans la note 1.17, les plans d'attribution d'options et d'actions gratuites sont évalués au 31 décembre 2016 à leur juste valeur à la date d'attribution.

<i>en milliers d'euros</i>	Plan 2012
Valorisation initiale (après déduction des options radiées)	399
Charge 2016	- 21

La charge de l'exercice est enregistrée dans les charges de personnel.

HYPOTHÈSES PLANS DE STOCK OPTION

Les principaux critères retenus pour la valorisation et la comptabilisation des droits sont les suivants :

- prix d'exercice : prix fixé par le règlement des plans, soit la moyenne des 20 derniers jours d'ouverture du titre Manitou précédant la date d'attribution, décotée de 5%,
- volatilité : volatilité historique du titre Manitou sur trois ans pour l'ensemble des plans,

- taux de dividendes versés : taux de dividende moyen constaté sur les trois années précédant l'attribution de chaque plan,
- durée de vie estimée de l'option : 5 ans,
- taux : taux sans risque correspondant à la durée de vie de l'option, mesuré à la date d'attribution de chacun des plans,
- durée de vesting : la durée de vesting est de 4 ans pour l'ensemble des plans existants.

16 – PROVISIONS

16.1 - DÉTAIL DES PROVISIONS

<i>en milliers d'euros</i>	31.12.2016	Dont part à moins d'un an	Dont part à plus d'un an	
Provisions pour garantie	19 440	14 933	4 507	
Provisions pour risques divers	8 911	6 912	1 999	
Sous total	28 352	21 846	6 506	
Provisions pour avantages au personnel	Note 17	46 485	219	46 266
Total	74 837	22 065	52 772	

<i>en milliers d'euros</i>	31.12.2015	Dont part à moins d'un an	Dont part à plus d'un an	
Provisions pour garantie	19 241	14 079	5 162	
Provisions pour risques divers	10 264	7 428	2 836	
Sous total	29 505	21 508	7 998	
Provisions pour avantages au personnel	Note 17	43 159	262	42 897
Total	72 664	21 770	50 894	

16.2 - MOUVEMENT DES PROVISIONS – HORS AVANTAGES AU PERSONNEL

<i>en milliers d'euros</i>	31.12.2015	Augmentation	Reprise de provision utilisée	Reprise de provision non utilisée	Variation de périmètre et reclassement	Écart de conversion	31.12.2016
Provisions pour garantie	19 241	12 769	-9 969	-2 265	-219	-116	19 440
Provisions pour risques divers	10 264	2 185	-1 730	-1 784	-201	178	8 911
Total	29 505	14 954	-11 699	-4 050	-420	61	28 352

GARANTIE

Les montants enregistrés au titre de la constitution et de la reprise de provisions pour garantie sont principalement inclus dans la ligne « Coût des biens et services vendus » du compte de résultat tout comme les coûts réels de garantie. Cette ligne inclut aussi des provisions constituées au titre de campagnes de rappels de matériels à la suite des incidents de qualité fournisseur.

RISQUES DIVERS

Les risques divers concernent principalement les litiges commerciaux, sociaux ou fiscaux. Les provisions enregistrées correspondent à la meilleure estimation à la date de clôture par le groupe et ses conseils des risques encourus concernant les litiges en cours.

17 – AVANTAGES AU PERSONNEL

17.1 - DÉFINITION

Les régimes à prestations définies qui donnent lieu à l'enregistrement d'une provision concernent :

- des indemnités de départ à la retraite ou de fin de contrat,
- d'autres avantages à long terme de type médailles du travail,
- des régimes de pensions et autres prestations de retraite pour certains employés,
- un régime de retraite chapeau pour certains membres du management aux États-Unis,
- un régime d'assistance médicale et d'assurance-vie postérieur à l'emploi.

Ces régimes à prestations définies sont le plus souvent couverts par des fonds versés à des compagnies d'assurance, qui sont évalués à leur juste valeur à la clôture de l'exercice.

La valeur de ces fonds est déduite de l'engagement évalué conformément aux dispositions de la norme IAS 19 révisée.

Les caractéristiques des principaux régimes sont les suivantes :

ÉTATS-UNIS – PENSION PLAN B

- Description : plan « qualifié » d'avantages postérieurs à l'emploi, fermé à l'entrée de nouveaux participants au 1er mai 2005 et gelé en terme d'acquisition de droits pour tous les participants en date du 3 octobre 2009. Les avantages correspondent au plus fort de 1% du salaire final multiplié par le nombre d'années de service (plafonnées à 35 ans) ou 22\$ par année de service,
- Risques du plan : risque d'investissement, risque lié à l'espérance de vie et risque de taux d'intérêt,

- Stratégie d'investissement : combinaison de 60% en actions et le reste en instruments à revenu fixe. Cette stratégie a pour objectif de faire croître les actifs du plan plus rapidement que les obligations et de financer la contribution minimale conformément avec la loi américaine (ERISA et « Internal Revenue Code »).

ÉTATS-UNIS – SERP

- Description : plan « non-qualifié » d'avantages postérieurs à l'emploi regroupant un nombre limité de bénéficiaires désignés sur la base d'accords individuels. Un salarié actif est actuellement dans le plan, tous les autres bénéficiaires étant d'anciens salariés. Les avantages accordés par ce plan sont calculés sur la base d'un pourcentage de la rémunération finale moyenne,
- Risques du plan : risque de taux d'intérêt et risque lié à l'espérance de vie,
- Stratégie d'investissement : bien que n'étant pas considéré comme un actif du régime, le plan est fundé via un « rabi trust ».

ROYAUME-UNI – PENSION

- Description : plan basé sur le salaire de fin de carrière, gelé à tout nouvel entrant et à l'acquisition de nouveaux droits,
- Risques du plan : risque d'investissement, risque lié à l'espérance de vie et risque de marché,
- Stratégie d'investissement : combinaison pour 50% d'un fond diversifié, 25% d'obligations d'Etat non indexées, le reste en obligations d'entreprise libellées en GBP. Cette stratégie a pour objectif de fournir un rendement suffisant pour couvrir les obligations futures des membres tout en conservant un certain niveau d'actifs à faible risque pour couvrir les retraites dues à court terme.

FRANCE – INDEMNITÉ DE FIN DE CARRIÈRE

- Description : montant payé lors du départ à la retraite calculé sur la base des années de service et du salaire de fin de carrière. Ce plan correspond aux obligations légales,

- Risques du plan : volatilité du niveau de décaissement des avantages dépendant de la date effective de départ à la retraite,
- Stratégie d'investissement : contrat d'assurance permettant la disponibilité immédiate des fonds placés. Actif caractérisé par une faible volatilité de la performance financière.

ITALIE – TFR

- Description : montant payé lors du départ de la société, calculé sur la base des années de service et du salaire à la date de départ. Ce plan correspond aux obligations légales et est gelé depuis 2007,
- Risques du plan : volatilité du niveau de décaissement des avantages dépendant de la date effective de départ de la société des salariés embauchés avant 2007,
- Stratégie d'investissement : absence d'actif.

17.2 - ÉVALUATION**17.2.1 - PRINCIPALES HYPOTHÈSES ACTUARIELLES RETENUES**

	France	Royaume-Uni	Italie	31.12.2016 États-Unis
Évolution des salaires	3,90%	n/a	n/a	5,00%
Évolution des retraites	n/a	5,00%	n/a	n/a
Taux d'actualisation financière	1,80%	2,60%	1,80%	3,85%

	France	Royaume-Uni	Italie	31.12.2015 États-Unis
Évolution des salaires	4,00%	n/a	n/a	5,00%
Évolution des retraites	n/a	5,00%	n/a	n/a
Taux d'actualisation financière	2,25%	3,80%	2,25%	4,05%

Une évolution de -0,5% du taux d'actualisation aurait l'impact suivant sur la dette actuarielle (DBO) et le coût d'une année supplémentaire (SC) :

<i>en milliers d'euros</i>	DBO	SC
Europe (yc. France)	2 453	226
Royaume-Uni	2 323	n/a
États-Unis	3 099	9
Total	7 875	235

Les hypothèses d'évolution de salaires correspondent, pour chaque pays, à la somme des hypothèses d'inflation et des prévisions d'augmentations individuelles.

Le taux de rotation et le taux de mortalité tiennent compte des spécificités de chaque pays et de chaque société. Le taux de rotation pris en compte diffère en fonction du statut et de l'âge des personnes concernées. Au 31 décembre 2016, l'utilisation, pour le calcul des engagements aux États-Unis de la table de mortalité RP-2016 publiée par la SOA (Society of Actuaries) en octobre 2016, a généré un gain actuariel de 0,9 M€, gain enregistré dans les autres éléments du résultat global pour un montant net d'impôt de 0,6 M€.

Le taux utilisé pour actualiser les obligations est déterminé par référence à un taux de marché à la date de clôture fondé sur les obligations d'entreprises de première catégorie.

Le taux retenu pour l'inflation médicale est de 7% au 31 décembre 2016. Une variation de 1% de l'inflation médicale n'aurait pas d'impact sur la dette actuarielle (DBO), ni sur le coût d'une année supplémentaire (SC).

Pour le calcul des indemnités de fin de carrière en France, les évaluations reposent sur un départ volontaire du salarié, ce qui implique que l'engagement calculé inclut les charges sociales. Les taux de charges sociales pris en compte pour l'évaluation de l'engagement 2016 se situent entre 43 et 55% en fonction des entités et des catégories professionnelles concernées.

L'âge de départ à la retraite pris en compte dans le calcul des indemnités de fin de carrière et des compléments de retraite a été déterminé en conformité avec les législations en vigueur dans les pays concernés.

17.2.2 - COMPOSITION DES ACTIFS DE COUVERTURE (EN %)

Au 31 décembre 2016, les actifs de couverture sont répartis de la façon suivante :

	31.12.2016		
	France	Royaume-Uni	États-Unis
Actions	11,80%		47,17%
Obligations	79,30%	50,83%	21,39%
Autres	8,90%	49,17%	31,44%
Total	100,00%	100,00%	100,00%

	31.12.2015		
	France	Royaume-Uni	États-Unis
Actions	11,00%		52,20%
Obligations	80,60%	50,85%	27,60%
Autres	8,40%	49,15%	20,20%
Total	100,00%	100,00%	100,00%

17.2.3 - RÉCONCILIATION DES POSTES DE BILAN

La provision se décompose par pays de la façon suivante :

	31.12.2016					
<i>en milliers d'euros</i>	France IFC	France Autres	Royaume-Uni	États-Unis	Autres	Total
Valeur actuelle de l'obligation	21 940	1 024	19 349	60 679	959	103 950
Juste valeur des actifs financiers	5 176		15 512	36 777	0	57 465
(Provisions) actifs nets reconnus au bilan	-16 764	-1 024	-3 836	-23 902	-959	-46 485
				Dont :	Provision	-46 485
					Actif	0

	31.12.2015					
<i>en milliers d'euros</i>	France IFC	France Autres	Royaume-Uni	États-Unis	Autres	Total
Valeur actuelle de l'obligation	19 827	959	17 141	60 237	969	99 132
Juste valeur des actifs financiers	5 632		17 204	33 201		56 037
(Provisions) actifs nets reconnus au bilan	-14 195	-959	64	-27 036	-969	-43 095
				Dont :	Provision	-43 159
					Actif	64

17.2.4 - ÉVOLUTION DES ENGAGEMENTS ET DES ACTIFS DE COUVERTURE SUR L'EXERCICE

	31.12.2016				
<i>en milliers d'euros</i>	France	Royaume-Uni	États-Unis	Autres	Total
Engagement					
Début de période	20 786	17 141	60 237	969	99 132
Coût des services	1 536		95		1 631
Coût de l'actualisation	499	577	2 320	37	3 433
Prestations payées	-661	-1 949	-4 621	-77	-7 308
Écarts actuariels reconnus en résultat					0
Liquidation / réduction et autres					0
Coût des services passés					0
Entrée de périmètre					0
Pertes (Gains) actuariels – expérience et hyp. démographiques	-494	1 334	-976		-136
Pertes (Gains) actuariels – hypothèses financières	1 298	4 626	1 087	30	7 041
Autres coûts		275	635		910
Correction taux de change		-2 655	1 902		-753
Fin de période	22 964	19 349	60 679	959	103 950

<i>en milliers d'euros</i>						31.12.2016
		France	Royaume-Uni	États-Unis	Autres	Total
Actifs de couverture						
	Début de période	5 632	17 204	33 201		56 037
	Cotisations de l'employeur		743	3 643		4 386
	Prestations payées	-597	-1 949	-4 455		-7 001
	Rendement attendu des actifs	125	600	1 337		2 062
	Écart rendement attendu / rendement réel du fond	16	1 403	1 843		3 262
	Entrée de périmètre					0
	Liquidation					0
	Autres					
	Correction taux de change		-2 489	1 208		-1 281
	Fin de période	5 176	15 512	36 777	0	57 465
Réconciliation de la provision						
	Début de période	-15 154	64	-27 036	-969	-43 095
	Charge de l'année	-1 910	-252	-1 713	-37	-3 912
	Cotisation employeur	0	743	3 643	0	4 386
	Prestations payées	64	0	166	77	307
	SORIE	-788	-4 557	1 732	-30	-3 643
	Entrée de périmètre					0
	Autres					
	Correction taux de change		166	-694		-528
	Fin de période	-17 788	-3 836	-23 902	-959	-46 485

<i>en milliers d'euros</i>						31.12.2015
		France	Royaume-Uni	États-Unis	Autres	Total
Engagement						
	Début de période	21 686	15 591	58 309	1 064	96 651
	Coût des services	1 631	430	117	-32	2 146
	Coût de l'actualisation	500	613	2 322	21	3 456
	Prestations payées	-950	-409	-4 331	-28	-5 718
	Écarts actuariels reconnus en résultat					
	Liquidation / réduction					
	Coût des services passés					
	Entrée de périmètre					
	Pertes (Gains) actuariels – expérience et hyp. démographiques	-1 599	613	-1 816	-37	-2 839
	Pertes (Gains) actuariels – hypothèses financières	-482	-715	-1 575	-19	-2 791
	Autres		69	582		651
	Correction taux de change		948	6 627		7 576
	Fin de période	20 786	17 141	60 237	969	99 132
Actifs de couverture						
	Début de période	6 354	15 584	31 552		53 490
	Cotisations de l'employeur		1 287	3 860		5 147
	Prestations payées	-904	-409	-4 150		-5 463
	Rendement attendu des actifs	136	637	1 304		2 077
	Écart rendement attendu / rendement réel du fond	46	-840	-2 963		-3 758
	Entrée de périmètre					
	Liquidation					
	Autres					
	Correction taux de change		947	3 597		4 544
	Fin de période	5 632	17 204	33 201		56 037
Réconciliation de la provision						
	Début de période	-15 332	-8	-26 757	-1 064	-43 161
	Charge de l'année	-1 995	-476	-1 717	11	-4 177
	Cotisation employeur		1 287	3 860		5 147
	Prestations payées	46		181	28	255
	SORIE	2 127	-738	427	56	1 872
	Entrée de périmètre					
	Autres					
	Correction taux de change		-1	-3 030		-3 032
	Fin de période	-15 154	64	-27 036	-969	-43 095

17.2.5 - VENTILATION DE LA CHARGE DE LA PÉRIODE

IAS 19 Révisé					31.12.2016
en milliers d'euros	France	Royaume-Uni	États-Unis	Autres	Total
Ajustements méthodologiques					
Coût des services	1 536		95		1 631
Coûts de l'actualisation	499	577	2 320	37	3 433
Rendement attendu des actifs	-125	-600	-1 337		-2 062
Reconnaissance des pertes/gains					0
Frais d'administration		275	635		910
Charge nette	1 910	252	1 713	37	3 912

IAS 19 Révisé					31.12.2015
en milliers d'euros	France	Royaume-Uni	États-Unis	Autres	Total
Ajustements méthodologiques					
Coût des services	1 631	430	117	-32	2 146
Coûts de l'actualisation	500	613	2 322	21	3 456
Rendement attendu des actifs	-136	-637	-1 304		-2 077
Reconnaissance des pertes/gains					
Frais d'administration		69	582		651
Charge nette	1 995	476	1 717	-11	4 177

18 – AUTRES PASSIFS COURANTS

en milliers d'euros	31.12.2015	Reclassements	Mouvements	Écart de conversion	31.12.2016
Fournisseurs et comptes rattachés	180 054	0	30 893	610	211 557
Dettes fiscales et sociales	58 406	6	4 456	-234	62 634
Autres dettes d'exploitation	19 473	420	2 553	1 966	24 411
Produits constatés d'avance	9 139		4 745	307	14 190
Autres dettes	87 018	426	11 754	2 038	101 235
Total passifs courants	267 072	426	42 647	2 648	312 792

Au 31 décembre 2015, le poste fournisseurs intégrait 11,8 M€ de crédit fournisseur lié aux achats de stocks de moteurs « ancienne génération ». Cette dette a été réglée au rythme de la consommation des moteurs dans le cycle de production et a été soldée fin 2016.

19 – IMPÔTS

19.1 - VARIATION DES POSTES DE BILAN

en milliers d'euros	31.12.2015	Résultat	Paiement	Conversion	Autres (1)	31.12.2016
Impôts courants						
Actifs	12 434					4 260
Passifs	1 154					2 563
Total	11 488	-18 784	9 050	151		1 697
Impôts différés						
Actifs	21 938					20 712
Passifs	213					447
Total	21 725	-2 099		309	330	20 265

(1) Les autres mouvements d'impôts courants et d'impôts différés se décomposent comme suit :

en milliers d'euros	2015	2016
Impôts différés enregistrés dans les réserves consolidées – SORIE	-730	227
Impôts différés enregistrés dans les réserves consolidées – Instrument de couverture de taux d'intérêt	-331	241
Cession créance de carry back		
Autres	-82	-138
Total	-1 143	330

Les impôts différés des entités du périmètre français intègrent, pour les différences à long terme, la réduction progressive du taux d'impôt adoptée dans la Loi de Finances 2017 et portant celui-ci à 28% en 2020.

19.2 - IMPÔTS ENREGISTRÉS EN COMPTE DE RÉSULTAT

<i>en milliers d'euros</i>	2015	2016
Impôts courants	-12 324	-18 784
Impôts différés de la période	-3 894	-2 412
Changement de taux d'impôts différés	-456	56
Pertes de valeur (-) et activation de déficits non reconnus (+)	-245	257
Total d'impôts différés	-4 595	-2 099
Total	-16 919	-20 883

La charge d'impôts enregistrée en compte de résultat comprend :

- la charge d'impôts courants correspond aux montants d'impôts sur les bénéfices dus aux différentes administrations fiscales au titre de l'exercice. Ces montants sont déterminés sur la base des taux d'imposition et des règles fiscales applicables dans les pays concernés.
- la charge d'impôts différés est déterminée selon la méthode énoncée dans la note 1.20.

19.3 - RÉCONCILIATION ENTRE L'IMPÔT AU TAUX LÉGAL EN FRANCE ET LE TAUX EFFECTIF D'IMPÔT DU COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ

<i>en milliers d'euros</i>	2015	2016
Résultat avant impôt des sociétés consolidées par intégration globale	46 737	61 503
Taux d'impôt légal en France	38,00%	34,43%
Charge d'impôt théorique de l'exercice	-17 760	-21 176
Autres impôts	-2 130	2 598
Dépréciation d'aclifs		
Différences permanentes	1 131	-1 375
Augmentation / réduction des taux d'impôts (courants et différés)	-456	56
Activation de pertes reportables (pertes reportables non activées)	-245	257
Différences de taux à l'étranger et autres	2 541	-1 243
Total - Impôts sur le résultat	-16 919	-20 883

Le taux retenu pour élaborer la preuve d'impôt est le taux applicable à Manitou BF, soit le taux d'impôt légal en France de 34,43%. Celui-ci intègre le taux d'impôt de droit commun de 33,33% ainsi que la contribution sociale de 3,3%.

Les principales différences de taux à l'étranger, pour les sociétés intégrées globalement, concernent les pays suivants :

<i>en milliers d'euros</i>	2016
Manitou Italia	400
Manitou UK	384
Manitou Vostock	278
Manitou Asia	170
Autres pays	499
Total	1732

19.4 - BASES D'IMPÔTS DIFFÉRÉS

Les impôts différés constatés proviennent des différences temporelles suivantes :

<i>en milliers d'euros – Actif / (Passif)</i>	Différences temporelles au 31.12.2015	Impôts différés au 31.12.2015	Différences temporelles au 31.12.2016	Impôts différés au 31.12.2016
Immobilisations incorporelles			-115	-38
Immobilisations corporelles	-28 573	-9 806	-30 057	-9 772
Locations financement	-11 610	-2 725	-11 300	-2 148
Engagements envers le personnel	39 496	13 737	44 191	13 855
Provisions	26 204	8 904	35 588	11 928
Stocks & créances	7 902	2 205	4 436	648
Divers	7 085	1 472	11 123	2 688
Sous-total	40 504	13 787	53 866	17 161
Crédits d'impôts		0		0
Déficits fiscaux reportables		7 938		3 104*
Total		21 725		20 265

* dont Manitou Americas (2,8 M€)

La variation des déficits fiscaux reportables de l'exercice s'explique principalement par l'imputation de déficits antérieurs de Manitou BF sur le résultat de l'exercice. Ainsi, au 31 décembre 2016, la société Manitou BF a imputé l'ensemble du solde de pertes reportables dont elle disposait sur les bénéfices de l'exercice 2016.

20 – VENTILATION DU CHIFFRE D’AFFAIRES PAR NATURE, PAR DIVISION ET PAR ZONE GÉOGRAPHIQUE

CHIFFRE D’AFFAIRES PAR NATURE ET PAR DIVISIONS

<i>en milliers d'euros</i>	Ventes de biens	Ventes de services	31.12.2016
MHA – Material Handling and Access	903 676		903 676
CEP – Compact Equipment Products	202 721		202 721
S&S – Services & Solutions	202 078	23 058	225 136
Total	1 308 475	23 058	1 331 533

<i>en milliers d'euros</i>	Ventes de biens	Ventes de services	31.12.2015
MHA – Material Handling and Access	826 847		826 847
CEP – Compact Equipment Products	239 786		239 786
S&S – Services & Solutions	200 130	20 394	220 524
Total	1 266 763	20 394	1 287 157

CHIFFRE D’AFFAIRES PAR ZONE GEOGRAPHIQUE

<i>en milliers d'euros</i>	Ventes de biens	Ventes de services	31.12.2016
Europe du Sud	431 605	12 657	444 262
Europe du Nord	493 440	2 454	495 894
Amériques	261 222	1 979	263 201
APAM	122 208	5 968	128 176
Total	1 308 475	23 058	1 331 533

<i>en milliers d'euros</i>	Ventes de biens	Ventes de services	31.12.2015
Europe du Sud	357 266	12 459	369 725
Europe du Nord	486 757	2 653	489 409
Amériques	297 772	726	298 496
APAM	124 969	4 557	129 526
Total	1 266 762	20 394	1 287 157

La base clients du groupe est très fractionnée, le client le plus important ne représente pas plus de 3% du chiffre d'affaires total.

21 – AUTRES PRODUITS ET CHARGES OPERATIONNELS NON COURANTS

<i>en milliers d'euros</i>	31.12.2015	31.12.2016
Coûts de personnel liés aux réorganisations	-889	-520
Impairment d'actifs corporels et incorporels	-257	
Cessions d'actifs	44	
Dotations nettes aux provisions pour risques et charges	-2 256	-12
Autres produits et charges non récurrents	-16	-453
Total	-3 374	-985

En 2015, les produits et les charges non courants de l'exercice comprennent principalement une provision pour risque à la suite des litiges commerciaux et des coûts afin de finaliser la mise en place de la nouvelle organisation du groupe.

En 2016, ce poste inclut essentiellement des charges de réorganisation.

22 – HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

en milliers d'euros	DELOITTE & ASSOCIÉS				RSM Ouest & membres du réseau RSM International				Autres		Total				
	Montant		%		Montant		%		Montant		%		Montant		
	2015	2016	2015	2016	2015	2016	2015	2016	2015	2016	2015	2016	2015	2016	
Audit															
– Commissariat aux comptes, certification des comptes individuels et consolidés															
- émetteur	182	178	31%	30%	182	178	50%	55%						364	356
- filiales intégrées globalement	403	423	69%	70%	159	146	44%	45%	11		100%			573	569
– Services autres que la certification des comptes															
- émetteur															
- filiales intégrées globalement	2		0%		23		6%							25	
Sous-total	588	601	100%	100%	364	324	100%	100%	11		100%			962	925
Autres prestations rendues par les réseaux aux filiales intégrées globalement															
Total	588	601			364	324			11					962	925

La société estime que l'information prévue par l'article 222-8 du règlement général et l'instruction n°2006-10 de l'AMF est de nature à répondre aux dispositions introduites par le décret n° 2008-1487 du 30 décembre 2008.

23 – CHARGES PAR NATURE DU RÉSULTAT OPÉRATIONNEL COURANT

en milliers d'euros	31.12.2015	31.12.2016
Achats matières	-848 586	-875 501
Main d'œuvre directe et indirecte	-125 130	-131 286
Dotations aux amortissements	-27 145	-24 243
Autres	-83 169	-83 884
Coût des biens et services vendus	-1 084 030	-1 114 915
Charges externes	-51 516	-55 000
Frais de personnel	-84 108	-89 273
Dotations nettes aux amortissements (hors production)	-6 133	-5 246
Autres	-847	3 550
Autres charges du résultat opérationnel courant	-142 604	-145 969
Charges par nature du résultat opérationnel courant	-1 226 634	-1 260 884

24 – DÉTAIL DES CHARGES DE PERSONNEL COURANTES ET NON COURANTES

en milliers d'euros	31.12.2015	31.12.2016
Salaires, primes et indemnités	-139 047	-134 125
Intéressement et participation	-8 117	-10 414
Avantages au personnel	-5 395	-5 856
Charges sociales et taxes sur salaires	-50 898	-54 142
Charges de personnel hors intérim et refacturations	-203 457	-204 538
Intérim & autres	-7 251	-17 017
Total	-210 708	-221 554

25 – AUTRES PRODUITS ET CHARGES D'EXPLOITATION

en milliers d'euros	31.12.2015	31.12.2016
Cession d'actifs	-14	105
Autres produits	1 226	1 176
Autres charges	-2 126	-1 860
Dotations nettes aux provisions	555	1 341
Total	-358	763

Les autres produits et autres charges d'exploitation intègrent les litiges produits, les remboursements d'assurance ainsi que les revenus liés à des locations immobilières.

26 – RÉSULTAT FINANCIER

<i>en milliers d'euros</i>	31.12.2015	31.12.2016
Revenus de placements	1 649	2 073
Swaps de taux d'intérêt	2	
Ajustement de juste valeur		
Gains de change	9 220	19 768
Autres produits financiers	294	36
Total produits financiers	11 166	21 878
Charges d'intérêt sur emprunts bancaires et lignes de financement	-5 851	-6 996
Swaps de taux d'intérêt	-150	-261
Pertes de change	-13 503	-20 178
Autres charges financières	-2 075	-2 603
Total charges financières	-21 578	-30 039
Résultat financier	-10 412	-8 161

Le résultat financier de la période s'améliore à la suite de l'évolution favorable des taux de change.

27 – FRAIS DE RECHERCHE ET DE DÉVELOPPEMENT

En application de la norme IAS 38, tous les frais de recherche, ainsi que les frais d'études et développement autres que ceux décrits dans la note 1.7 sont

enregistrés en charges dans l'exercice au cours duquel ils sont encourus et représentent un montant de 18,3 M€ contre 20,6 M€ en 2015.

28 – ENGAGEMENTS HORS BILAN

<i>en milliers d'euros</i>	31.12.2015	31.12.2016
Avais, cautions, nantissements	5 520	2 463
Engagements financiers (dont ventes à terme)	56 558	65 644
Engagements de reprises de matériels*	1 692	1 958
Autres engagements donnés	30	30
Total	63 800	70 095

*Engagements de reprise de matériels évalués à partir des valeurs de rachat fixées contractuellement. Il est précisé que la valeur marchande desdits matériels est, en général, supérieure à la valeur de rachat.

29 – INFORMATIONS SUR LA GESTION DES RISQUES

La politique de gestion des risques au sein du groupe Manitou est développée dans le paragraphe « Information sur la gestion des risques » du Rapport de Gestion.

30 – EFFECTIFS AU 31 DÉCEMBRE

	2015	2016
Manitou BF SA	1 771	1 817
Manitou Global Services (ex-Compagnie Française de Manutention)	64	24
CFM - Ile de France	0	41
LMH Solutions	33	37
Manitou Italia Srl.	261	260
Manitou Portugal SA	35	34
Manitou Manutencion Espana SL	12	17
Europe du Sud	2 176	2 230
Manitou UK Ltd.	41	41
Manitou Benelux SA	20	21
MILE	6	7
Manitou Deutschland GmbH	30	34
Manitou Vostok	27	27
Manitou Polska	15	14
Manitou Nordics	5	5
Europe du Nord	144	149
Manitou Americas	714	714
Manitou Brasil	12	16
Amériques	726	730
Manitou Southern Africa Pty Ltd.	74	88
Manitou Australia Pty Ltd.	16	16
Manitou Asia Pte Ltd.	37	41
Manitou China	22	21
Manitou South Asia	15	16
Manitou Middle East	2	3
Manitou Malaysia MH	2	7
APAM	168	192
Total Groupe	3 214	3 301

31 – TRANSACTIONS AVEC LES PARTIES LIÉES**31.1 - OPÉRATIONS AVEC LES SOCIÉTÉS DU GROUPE CONSOLIDÉES SELON LA MÉTHODE DE MISE EN ÉQUIVALENCE**

<i>en milliers d'euros</i>	31.12.2015		31.12.2016	
	Charges	Produits	Charges	Produits
Manitou Finance France SAS	1 278	73	1 335	1 201
Manitou Finance Ltd	1 475	133 987	1 361	91 138
Algomat		2 808		1 202
Hangzhou Manitou Machinery Equipment Co Ltd		198	11	42

31.2 - OPÉRATIONS AVEC LES PERSONNES PHYSIQUES

<i>en milliers d'euros</i>	Intérêts 2015	Solde au 31 décembre		2015 Prix d'acquisition		2016 Prix d'acquisition	
		2015	2016	2015	Intérêts 2016	2016	2016
Comptes-courants d'associés :							
Monsieur Marcel Braud	110	6 067			122	6 074	
Madame Jacqueline Himsworth	2	148			3	234	
Acquisition de titres de participation :							
Non applicable							

31.3 - RÉMUNÉRATION ET AUTRES AVANTAGES DES DIRIGEANTS

Montant total de la rémunération et des avantages en nature versés aux dirigeants :

<i>en milliers d'euros</i>	Salaires	Mandats	Indemnités suppl.	Options attribuées	Valorisation des options attribuées	Options levées	2016 Provisions au bilan et engagements
Mandataires sociaux non dirigeants	144	441					
Mandataires sociaux dirigeants		733					444
Membres du Comité exécutif non mandataires	2 145						2 810

<i>en milliers d'euros</i>	Salaires	Mandats	Indemnités suppl.	Options attribuées	Valorisation des options attribuées	Options levées	2015 Provisions au bilan et engagements
Mandataires sociaux non dirigeants	144	447					
Mandataires sociaux dirigeants		655			na		326
Membres du Comité exécutif non mandataires	1 711				na		2 428

32 – LISTE DES FILIALES ET PARTICIPATIONS

Société consolidante				
Manitou BF SA	Ancenis, France			
Sociétés intégrées		Méthode de consolidation	% de contrôle	% d'intérêt
Manitou Americas Inc.	West Bend, Wisconsin, Etats-Unis	IG	100%	100%
Gehl Power Products, Inc	Yankton, South-Dakota, Etats-Unis	IG	100%	100%
Manitou Brasil Manipulacao de Cargas Ltda.	São Paulo, Brésil	IG	100%	100%
Manitou Chile	Las Condes, Chili	IG	100%	100%
Compagnie Française de Manutention Ile-de-France	Herblay, France	IG	100%	100%
Manitou Global Services (ex-Compagnie Française de Manutention)	Ancenis, France	IG	100%	100%
LMH Solutions SAS	Beaupréau-en-Mauges, France	IG	100%	100%
Manitou Développement*	Ancenis, France	IG	100%	100%
Cobra MS*	Ancenis, France	IG	100%	100%
Manitou Italia Srl	Castelfranco Emilia, Italie	IG	100%	100%
Manitou UK Ltd.	Verwood, Royaume-Uni	IG	99,4%	99,4%
Manitou Benelux SA	Perwez, Belgique	IG	100%	100%
Manitou Interface and Logistics Europe	Perwez, Belgique	IG	100%	100%
Manitou Deutschland GmbH	Ober-Mörlen, Allemagne	IG	100%	100%
Manitou Portugal SA	Villa Franca, Portugal	IG	100%	100%
Manitou Manutencion Espana Sl	Madrid, Espagne	IG	100%	100%
Manitou Vostok Lic	Moscou, Fédération Russe	IG	100%	100%
Manitou Polska Sp Z.o.o.	Raszyn, Pologne	IG	100%	100%
Manitou Nordics Sia	Riga, Lettonie	IG	100%	100%
Manitou Southern Africa Pty Ltd.	Johannesbourg, Afrique du Sud	IG	100%	100%
Manitou Australia Pty Ltd.	Alexandria, Australie	IG	86%	86%
Manitou Asia Pte Ltd.	Singapour	IG	100%	100%
Manitou South Asia Pte Ltd.	Gurgaon, Inde	IG	100%	100%
Manitou China Co Ltd.	Shanghai, Chine	IG	100%	100%
Manitou Middle East Fze	Jebel Ali, Emirats Arabes Unis	IG	100%	100%
Manitou Malaysia MH	Kuala Lumpur, Malaisie	IG	100%	100%
Manitou Finance France SAS	Puteaux, France	MEE	49%	49%
Manitou Finance Ltd.	Basigstoke, Royaume-Uni	MEE	49%	49%
Hangzhou Manilou Machinery Equipment Co Ltd.	Hangzhou, Chine	MEE	50%	50%

IG : Intégration globale

MEE : Mise en équivalence

* sociétés sans activité

33 – ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA CLÔTURE

Le groupe Manitou a annoncé le 27 mars 2017 l'acquisition de la société Terex Equipment Private Limited (TEPL) basée à Greater Noïda en Inde. Cette acquisition, réalisée auprès de Terex Corporation, sera finalisée au cours du premier semestre 2017. TEPL est spécialisée dans la conception, la fabrication et la distribution de matériels de construction, principalement des tractopelles et des mini-chargeurs. TEPL a réalisé en 2016 un chiffre d'affaires de 30 millions d'euros essentiellement dans le sous-continent indien. Fort de ce rachat, le groupe Manitou confirme ses ambitions sur le marché de la manutention en Inde, et de manière plus large en Asie et dans les pays émergents.